

LA GUERRE ET L'OPINION

par Victor LAROCK

A quoi sert-il d'écrire sur le Vietnam ? Tout est dit et redit et nos alliés américains comptent pour rien les opinions qui leur viennent d'Europe. Ils font la guerre. Une guerre à laquelle les Européens ne participent pas. Dès lors, qu'importe leur avis ?

En revanche, la presse américaine a beaucoup à nous apprendre.

Pourquoi cette guerre ? A quelle nécessité, à quels intérêts répond-elle ? A quels sentiments ?

Les journaux et les périodiques sont de bons témoins. Quelques-uns s'efforcent d'influencer le public, dans des sens divers (ce qui serait inconcevable dans l'Est européen). La plupart reprennent, sous une forme ou l'autre, les questions, commentaires et on-dit des milieux dirigeants, des réunions de tout genre et des chaînes de T.V., sans lesquelles l'immense pays ne saurait ce qu'il pense.

Si bien qu'il est possible, si on en a le loisir, de se faire une idée des courants d'opinion qui se rejoignent ou se heurtent au sujet de cette guerre, non déclarée, mais trop réelle.

Avec de très grandes qualités — dynamisme, optimisme, vastes desseins —, le peuple américain n'est pas seulement le plus riche du monde : c'est aussi celui qui se croit le plus libre. S'il est une conviction fondamentale, pratiquement admise par toute la presse, c'est celle d'un « way of life » supérieur à tout autre.

Le communisme est tout le contraire. C'est le despotisme, la méchanceté et le mensonge : en un mot, le Mal ; la négation du Décalogue et de la libre entreprise.

On n'ira pas jusqu'à vouloir le détruire : il a des bombes et des fusées. Mais, s'il attaque, il faut riposter, partout dans le monde. Des dizaines de millions d'Américains — nullement ploutocrates, cesseraient de croire en eux-mêmes s'ils ne croyaient plus à la pervivité congénitale du communisme, russe ou chinois, à sa disparition nécessaire et à leur devoir d'y contribuer.

Quelques milliers d'Américains ne cachent pas leurs doutes. Ils ne sont liés ni à Moscou ni à Pékin. Ce sont des « libéraux », des « radicaux » ; en règle générale, des intellectuels : professeurs, hommes de science, hommes paisibles... *Eggheads*, « têtes d'œuf » : ainsi les appelait-on déjà à l'époque du sinistre Joe McCarthy.

Ils ont de l'esprit critique, le sens du relatif et l'appréhension d'une guerre nucléaire.

Leurs arguments ne sont pas toujours des plus convaincants pour la masse. Ils rappellent qu'il n'y a pas trente ans, l'ennemi irrécon-

ciliable aussi abhorré que le Chinois maintenant, c'était le Japonais, et que le temps arrange bien des choses. On leur répond, selon le mot du vieux Henry Ford, que « l'Histoire, c'est du boniment (*baloney*) », et que, du reste, il a fallu mettre le Japon à la raison pour en faire un allié.

Que disent encore les non-conformistes ? Que l'intervention n'est pas populaire dans le tiers monde. Qu'elle peut dangereusement s'étendre. Qu'on ne sait comment elle finira. Qu'après tout, il s'agit d'une guerre civile...

Le grand nombre prête l'oreille, et il semble bien que le coût croissant, en hommes et en dollars, donne à réfléchir à beaucoup d'Américains. Ce qui leur est révélé de détails abominables de cette sale guerre leur inspire aussi une certaine horreur.

Mais quoi ! Les sacrifices consentis ne sont-ils pas la preuve que la cause est juste ? N'est-ce pas celle du monde libre ? Les engagements doivent être tenus ! Sinon, veut-on que le communisme gagne l'Asie entière ? Que le tiers monde, précisément, voie la victoire échapper au plus fort ? Et, à supposer que le gouvernement américain cesse de faire la guerre, à quoi bon, si la Chine ne veut pas la paix ?...

La majorité de l'opinion américaine reste donc disponible, selon toute apparence, pour l'escalade et la solution définitive.

A mesure que le temps passe, une préoccupation se fait de plus en plus manifeste : celle des élections, que l'on voit poindre à l'horizon.

Le maintien du parti démocrate au pouvoir devient un enjeu majeur de la guerre du Vietnam. Les républicains sont à l'affût du moindre fléchissement dans la conduite des opérations, comme de la tactique diplomatique qui les accompagne. Quel atout, pour des hommes de la trempe de MM. Nixon ou Goldwater, s'il pouvait être dit que les Etats-Unis sont en danger de perdre la face !

Tout ce qu'on sait du président L.B. Johnson porte à croire qu'il est particulièrement attentif à cet aspect des choses. Là aussi, les indications de presse sont instructives. Elles éclairent une psychologie assez différente de celle d'un Roosevelt, d'un Stevenson, d'un Kennedy.

C'est une raison de plus de souhaiter que, le plus tôt possible, la guerre du Vietnam finisse comme avait fini la guerre de Corée : non par une procédure d'accord, mais par un arrêt préalable des hostilités. Après quoi, on prend tout le temps qu'il faut pour discuter et négocier.

Reconnaissons que la lecture de la presse américaine ne permet pas, à ce sujet, de grands espoirs.

Militaires y militaristas

MUCHOS servidores de la dictadura franquista se han descubierto, de pronto, una contagiosa vocación democrática, a juzgar por lo que escriben o declaran en la prensa. Dirán que ellos no han cambiado, sino que son los tiempos los que han cambiado. Todos ellos son «realista». Y en nombre de ese «realismo» calzan ya alpargatas, por creer que esa prenda da patente de demócrata. Como en nombre del «realismo», en otra época, lucían el ridículo uniforme de la Falange.

Pero de todas esas cabriolas, ninguna nos parece tan atrevida cual la que supone mezclar al Ejército, como Institución, en esos ejercicios de circo que nos vienen prodigando. Claro está que el más insensato de entre todos los atrevidos, es Fraga Iribarne —todavía ministro de Información y de Turismo— pues, como se recordará, en unas declaraciones hechas a un periódico inglés se permitió afirmar que el Ejército apoyaba al infante Juan Carlos. Claro está que si tal dijo, es porque sabía que ello era del agrado de El Pardo, de Carrero Blanco, de López Rodó, del Opus y demás compañeros mártires.

Así los cosas, no nos sorprendería que las declaraciones del general Díez Alegria, aparecidas en «Arriba» del 15 de mayo, fuesen una réplica a las imprudentes palabras de Fraga Iribarne. «No soy hombre exclusivamente anticuado y conservador —dice el general Díez Alegria— aunque tampoco me gusta caer en la demagogia. Sin embargo, en este caso concreto, me considero un poco clásico. Entiendo que el militar, como individuo, puede tener sus propias opiniones políticas. Pero en cuanto militar, no puede tenerlas en absoluto. Podría señalar casos concretos de situaciones ajenas a nuestro país, en donde pueden apreciarse los resultados a que lleva la intervención de los militares en la política. No quiere decir esto —puntualiza el general—, que el Ejército no deba tener una convicción y una moral que le guíe. Pero el papel fundamental del Ejército es el de constituir la salvaguardia de lo permanente, de los fundamentos nacionales...»

«Bien, ya le dije que un militar no debe meterse en política. Está claro, sin embargo, que la libertad humana es un derecho sagrado concedido por Dios. Alguien ha definido la libertad como todo aquello que puede hacerse sin molestar a los demás. Visto así, la conjugación de poder y libertad, de autoridad y libertad, no sea excesivamente difícil. El acierto residirá en la manera en que se conjuguen estos dos conceptos. Sin olvidar que la fórmula no puede ser igual para todos los pueblos y que en cada caso presentará unas características peculiares...»

Y cuando el periodista le pregunta por el futuro político de España, el general responde :

«Es indudable que España ha experimentado una evolución extraordinaria, tanto en lo material como, sobre todo, en la consciencia y preocupación por los problemas generales. Por ello mismo, y pese a lo que determinadas apariencias puedan sugerir, parece posible prever que esa misma madurez y la experiencia próxima garantizarán un futuro ordenado y normal que permita desarrollar por completo lo tan brillantemente

iniciado, consiguiendo así que nuestra Patria vuelva a ocupar en el mundo —aunque con los cambios derivados de la sociedad actual— un lugar correspondiente a su historia y a los valores de los españoles.»

Las sensatas declaraciones del general Díez Alegria merecen ser meditadas por quienes aspiran a mezclar el Ejército en las disputas de los políticos. Cuando habla de los resultados a que lleva la intervención de los militares en la política, aunque dice que se refiere a situaciones «ajenas a nuestro país», no hay duda que piensa en «nuestro país» precisamente. Y cuando dice, lleno de sano optimismo, que «pese a determinadas apariencias, la madurez de los españoles y la experiencia adquirida, garantizan un futuro ordenado y normal que permita a España volver a ocupar en el mundo un lugar correspondiente a su historia y a los valores de los españoles», hay que leer que España será mañana lo que no ha podido ser hasta ahora, justamente por el régimen que el dictador impuso a los españoles.

Las declaraciones del general no agradaron a todos, ni mucho menos. Es natural. Se expresó públicamente la discrepancia. Encargó Blas Piñar en una conferencia que dio en la Academia General Militar de Zaragoza, en presencia de todos los cadetes. ¿Qué dijo este Piñar, notario de Madrid y autor de no pocas fechorías imperdonables, a los jóvenes cadetes ? Dijo, entre otras cosas como estas : «En España queremos ser antes muertos que rojos... Daremos un no rotundo al falso, estúpido, y mentiroso pacifismo marxista que predica la coexistencia y no pretende con ello más que desarmar moralmente al Occidente. En España, son esos los mismos que solicitan relaciones diplomáticas con la U.R.S.S., y con los países satélites... Al Ejército le interesa que las virtudes del pueblo no sean prostituidas... Cuando el Estado es débil, liberal y eséptico, entonces todas las fuerzas de dentro y fuera comienzan a burbujejar... El Ejército no puede consentir tampoco que se pacte con el anarquismo, ni con la C.N.T...» El conferenciante —según «La Vanguardia Española» del 19 de junio— terminó diciendo a los militares y a los cadetes que «ellos eran abanderados de la unidad de España y que no debían permitir que ésta se rompiera».

¿Cómo ha sido posible que este bárbaro de Blas Piñar haya podido ocupar la tribuna de la Academia General Militar de Zaragoza para tratar de envenenar a los jóvenes cadetes y en presencia de la Plana Mayor del Ejército ? ¿Es esa la experiencia adquirida en estos 27 años de franquismo ? ¿Acaso se sigue pensando que España tiene que ser un Cuartel y que no hay más constitución que el Código penal militar y las ordenanzas militares, y que los problemas de España hay que resolverlos en los cuartos de bandera ? ¿Qué profundo abismo el que existe entre ese civil, bárbaro halagador de todos los bajos instintos que conducen a divorciar el Ejército del Pueblo, y ese general que quiere que el Ejército, reducido y eficaz, entre de una vez en sus cuarteles y se consagre solamente a las funciones que son propias de su incumbencia !

El imperialismo capitalista

El capitalismo conforme lo estudió Marx, el capitalismo de su tiempo, era liberal, fue el de la libre competencia, el de la fase ascendente ; después ha venido otro capitalismo, el de la época imperialista, caracterizado por el predominio de los monopolios, cuyo papel hemos definido sumariamente en un trabajo anterior, y el del capital financiero.

La época analizada por Marx se distingue por el dominio del capital industrial ; anteriormente dominó el capital comercial. La época posterior a Marx, que han estudiado sus discípulos, la época imperialista, se conoce por el predominio en la economía del capital bancario fundido con el capital industrial. Es lo que en términos marxistas se llama el capital financiero.

En la época del capital liberal, el de la libre competencia, la doctrina oficial en economía era el librecambio. El librecambio tuvo como cuna Inglaterra, pues este país tenía entonces la superioridad industrial. Los otros países más atrasados, eran proteccionistas en lo que se refiere a la industria y librecambistas en la

agricultura, si eran exportadores de productos agrícolas. La doctrina económica de los distintos países dependió siempre de su predominio económico. Hubo países proteccionistas en la industria porque eran débiles en aquel entonces en ese terreno, y librecambistas en la agricultura por-

Por Cesar Barona

que exportaban productos agrícolas. Hoy tenemos a los Estados Unidos como librecambistas porque ocupan la situación predominante de Inglaterra en el siglo pasado.

El período imperialista del capitalismo se manifiesta por la exportación de capitales, contrariamente al período anterior, analizado por Marx, en el que se exportaban las mercancías, pero esta exportación está subordinada a los capitales.

Se pueden distinguir dos formas de la exportación de capitales : la exportación de capitales con interés fijo y aquellos que

tienen un interés variable. Los primeros están constituidos por los préstamos a los Estados, a las provincias y a los municipios, etcétera. La segunda forma de exportación de capitales, con interés variable, la constituyen las acciones de las empresas que tienen por objeto la explotación de los países en los que esos capitales están invertidos. Esta segunda forma es muy importante. La primera sólo sirve a abrir el camino a estas inversiones privadas.

Las inversiones de capitales burlean las aduanas que impiden la exportación de mercancías cuando existe el proteccionismo, así se producen en el país las mercancías sin necesidad de importación.

La exportación de capitales se realiza, sobre todo, hacia los países exóticos en donde la industria no está desarrollada y los beneficios son mayores que en las metrópolis, ya que en estos países exóticos hay una mano de obra más barata y las materias primas se encuentran próximas

NOTAS

Los españoles han de resolver sus problemas

NADIE NIEGA ya la situación caótica en que va apareciendo España respecto al régimen que padece. La prensa diaria, las personalidades sobresalientes de la situación y los grupos de presión más o menos politizados, no se esconden ya para proclamar, a la luz del día, el hecho catastrófico de una nación que, después de treinta años de mando absoluto, es decir, tiránico, impuesto por una minoría de ciudadanos en concomitancia con fuerzas extranjeras, se encuentra sin régimen, a la deriva, con pocas probabilidades de encontrar un remanso medianamente pacífico, de donde emerger, por sus propias fuerzas, a un Estado político de Derecho al que aspiran todas las naciones con títulos suficientes de civilidad.

Por los entresijos del cotidiano quehacer, se vislumbra esa situación catastrófica inminente.

Un día, es un jerarca del "Movimiento Nacional" quien, rompiendo con la situación denuncia la inconsistencia y el error de la "filosofía joseantoniana" en la que se funda el Estado nacional-sindicalista. Se reconoce sin rodeos que lo que priva como Estado no es más que el mando de una oligarquía —la más conservadora, la más reaccionaria— que para desfigurar en lo posible su penetración discriminatoria, pone en manos de un general todo el poder, y la Iglesia —la gran responsable— bendice ese semisalvaje Estado espúreo, "personalista" implicando a la divinidad teológica en los actos más inmorales de ese susodicho Estado.

Ahora, aprovechando esa semi-ocurridad que proporciona la reciente ley de prensa, saltan a la arena pública personalijos que enarbolan títulos de jaspada regia, válidos para hacer feliz al pueblo español, o riñen batallas

en el aire pidiendo la restitución de unos derechos, siempre negados, que aseguren la representación "histórica" de la nación.

En estos momentos de situación pre caótica, una relamida y superficial educación periodística augura no sabemos qué clase de diálogo entre los cachorros de la misma camada. Sin embargo, los que estamos lejos de esas contiendas de camarilla, vamos observando cómo los cachorros salen de sus madrigueras bien adiestrados y preparados a dar zarpazos y dentelladas a derecha e izquierda. El que uno de ellos haya declarado que entre Monarquía o República prefiere esta última, ha sido suficiente para que con un aluvión de insultos y prociadades se le negara la lumbré y la sal, es decir, el derecho a expresar su pensar y sentir.

Sin embargo, no es todo esto —sin menospreciar la trapisonda que pueda acarrear al próximo futuro de la nación— lo que nos hace escribir estas líneas. Es otro aspecto del mismo problema, sugerido por el periódico monárquico "ABC".

Aprovechando los acontecimientos acaecidos recientemente en la Argentina, publica este periódico monárquico un editorial, el 30 de junio, titulado: "Y así, otra vez y otra vez..." Se recuerda en el citado editorial cuatro acontecimientos dictatoriales —sólo cuatro, como ejemplo— producidos en cuatro naciones diferentes, Argentina, Brasil, República Dominicana y Vietnam, o lo que es lo mismo, la dictadura de Perón, la de Getulio Vargas, la de Trujillo y la de Ngo Dinh Diem. "ABC" señala las consecuencias catastróficas en estas naciones —ahora!— debido a unos regímenes dictatoriales. Dice "ABC":

«Estos cuatro ejemplos de la historia más reciente, podrían ser completados con otros varios centenares en todos los tiempos. La dictadura, aun en los casos mejores de buen gobierno, plantea el problema de su difícil salida. La dictadura borra las instituciones y deja la vida de la nación pendiente de la de una persona. Desaparecida la persona, se produce el vacío y las fuerzas políticas y sociales comienzan a chocar y entretrochar en busca de un orden nuevo. Sería inútil decir que lo que está ocurriendo hoy en la Argentina es todavía la consecuencia de la dictadura de Perón, porque está claro a todas luces que los países deben gobernarse por instituciones permanentes y no confiarlo todo a las personas, por meritorias y dignas que sean.» Hemos querido subrayar esta última frase que al periódico "ABC" (debe de haberse escapado. ¡Lástima que no haya tenido ese convencimiento treinta años ha, si verdaderamente es en él convencimiento!

Sigamos con el editorial que, aunque sufra para su transcripción de excesiva minuciosidad, creemos que vale la pena:

«Hay gentes que en Vietnam, en Argentina, en Brasil, en la República Dominicana, añoran hoy los tiempos de paz y de orden de Ngo, de Perón, de Vargas o de Trujillo. Sería inútil explicar a esas gentes que la situación de inestabilidad que ahora padecen sus países no se debe

a que el sistema excepcional no esté, sino a que estuvo. Fueron aquellos polvos los que engendraron estos lodos. Sería inútil también decir que no es un buen sistema de gobierno el que carece de continuidad, elimina las instituciones y deja, a la postre, un enorme vacío engendrador de inestabilidad. Los pueblos necesitan instituciones permanentes y la ley y el derecho como rectores.»

El resto del citado editorial interesa menos, porque "ABC" se empuja en el absurdo. Cae en los defectos que señala y no tiene inconveniente en indicar como fecha "irrenunciable" el 18 de julio de 1936, «que se levantó contra la anarquía y el desastre republicano». Pero calla con cobardía singular, lo que fue el 13 de septiembre de 1923, que tan bien vendría a su argumentación editorial.

No pueden ser todos los males de la patria achacados a cinco años de régimen republicano que si pecó de algo, fue de no defender con más energía las instituciones «dejando a la postre un vacío engendrador de inestabilidad».

Y con cinismo, revelador de la intimidad en el pensar de "ABC", señala —y con esto terminamos la transcripción—: «Desde entonces —18 de julio de 1936— treinta años de paz, de progreso y de bienestar nos contemplan.» Treinta años fueron la "era trujillista" que "ABC" señala como desastrosa para la República Dominicana. También allí se produjo la paz, palabra esta que según el Papa Pablo VI sirve muchas veces para encubrir un régimen sin libertad y sin respeto a la persona humana al progreso y al bienestar.

Sería inútil explicarle a "ABC" que los pueblos constituidos en nación no desaparecen por muchas arbitrariedades y absurdos que hagan absurdos y malévolos gobernantes. De algunos españoles que pasaron los primeros años de la postguerra de "liberación", sabemos lo siguiente: «Aunque Franco nos diera ahora comida en abundancia y en bandejas de oro y plata, nunca pagaría el hambre que nos ha hecho pasar. Hambre física y hambre espiritual.»

En cuanto "al progreso" que se observa en España... doctores tiene ella que podrán decirlo. Nosotros nos conformamos leyendo lo que técnicos y tecnócratas dicen en el referido periódico monárquico.

Si, treinta años contemplan el régimen francofalangista. Y después de treinta años de dictadura personal, ésta plantea el problema de su difícil salida. Y es «de difícil salida» porque a las gentes que estos treinta años han disfrutado de paz, progreso y bienestar, según cuenta el periódico monárquico, se les pide ahora "conciencia ciudadana", que es, a no dudar, "conciencia monárquica".

Todo esto es lo que ya nadie dice a escondidas. Todos los que han disfrutado de "paz, progreso y bienestar", tiran las aguas populares a su molino. Pero nos figuramos que hacen tarde en su empresa. Sobre todo, desde que el Caudillo ha dicho en un discurso, en Tortosa, lo siguiente: «Yo no puedo hacer más que agotar mi vida en vuestro servicio: que sean los españoles y el propio esfuerzo nacional el que se defiendan.»

«Las leyes pueden establecer y abrir nuevos cauces, pero la acción tiene que ser eminentemente popular.»

Si. Eminentemente popular. Por una sola vez, creíamos haber estado de acuerdo con el Caudillo y con "ABC". Pero, no. Lo popular en el Caudillo es falso. La concepción del Estado "con instituciones permanentes" de "ABC", huele a Monarquía impuesta sin contar con los españoles. Ni una cosa ni la otra sirven para solucionar el problema de aspecto caótico que tiene planteado España. ¿Habrá que esperar todavía a que rezume la putrefacción de ese cadáver?

César BARONA

Eusebio IBORRA.

Carta de Guipúzcoa

El "Opus Dei" contra los jesuitas

EN EL VERANO de 1963 se inició la construcción de los Estudios Universitarios y Técnicos de Guipúzcoa. Hoy E.U.T.G. cuenta con un grupo de edificios de moderna concepción que en la margen izquierda del río Urumea, cuando entra en San Sebastián, alberga los departamentos de Ciencias Económicas, Derecho, Técnica Empresarial, Filosofía y Letras, Ingeniería y Ciencia, y Turismo. En total seiscientos alumnos dirigidos por los jesuitas aunque contando con un profesorado en su mayoría seglar y regularmente competente. Por parte de los jesuitas se dice que éstos pusieron oídos sordos a los requerimientos de que los Estudios fueran inaugurados por Franco. Vaya usted a saber. Más cierto es que algunos sectores estudiantiles de la Institución, principalmente los de Economía y Derecho, en los sucesos estudiantiles del año pasado y del actual han adoptado posturas democráticas organizando coloquios y participando en manifestaciones orientadas a la constitución de un sindicato estudiantil libre, y que tales actitudes han sido toleradas e incluso vistas con complacencia por algunos Padres.

Quizás esto unido a las ambiciones del "Opus", que ya domina en Pamplona y quisiera hacerlo en Guipúzcoa, ya que Bilbao es lugar donde persiste la hegemonía de la S.J., explica mucho de la grave situación financiera a que se ha llegado en E.U.T.G.

En un principio la Compañía actuó a través del Consejo de Administración de una entidad denominada Enseñanza Superior, S.A. (E.S.S.A.), que presidido por el industrial Patricio Echeverría estaba integrado por distintas personas vinculadas en una u otra forma a S. J. Estas se preocuparon de allegar fondos y consiguieron que la Caja de Ahorros Provincial de Guipúzcoa se comprometiera a garantizar con su respaldo económico las edificaciones proyectadas en la finca de Mundaiz, si llegaban a superar en coste los 35 millones de pesetas que inicialmente se obtuvieron mediante un préstamo cómodo del Banco de Crédito a la Construcción.

Así, pues, bajo los mejores auspicios comenzaron las obras a cargo de los contratistas Colomina y Serrano, S.A., y Mundaiz se fue poblando a la par que de rostros juveniles de esbeltos edificios parecidos a los que rodean los campos de las Universidades norteamericanas. Pero también al compás crecían los gastos y muy pronto se llegó a agotar aquel préstamo, y también otros y otros hasta que en los momentos presentes y cuando no se ha pasado de realizar las dos terceras partes de lo proyectado, E.U.T.G. ha "comido" 128 millones de pesetas, de los que se deben a los contratistas 60 millones. Como consecuencia, Colomina y Serrano ha trazado incluso con más vigor del que empleara Pizarro en el Perú una raya que no quiere atravesar hasta que se le abonen esos millonajes. Y lo más grave no es que el último tramo de las obras esté paralizado, sino que hay tan poco dinero que cuando, por ejemplo, sobreviene un cortacircuito son los mismos profesores ayudados por alumnos más o menos hábiles quienes tienen que acudir a poner remedio.

Plándose de las promesas de la Caja de Ahorros los señores de E.S.S.A. solicitaron de ésta que echara un cable de los prometidos al comienzo, pero la Caja con uno de esos gestos tan ibéricos de donde dije digo digo Diego, les contestó que para entenderse con los jesuitas no necesitaba de intermediarios y que lo mejor que podía hacer el Consejo de E.S.S.A. era reducirse a un papel decorativo; y como cartas pintan

oros, las sotanas y los prudentes administradores de los ahorros guipuzcoanos se pusieron a conversar. La Caja propuso que si tenía que convertirse en paño de lágrimas habría de constituirse una Comisión rectora de E.U.T.G. compuesta por ocho representantes de la misma y tres de la Compañía, presidida, con voto dirimente, por el de aquella, Antonio Epelde —que también lo es de la Diputación— y cuyas funciones podrían llegar hasta la fijación de los programas de los cursos y la elección de los profesores. ¿A qué se deben tales pretensiones que superan en mucho a una rígida fiscalización financiera que es lo que parece lógico? Antes lo hemos apuntado y creemos dar en la diana si nos percatamos que la influencia de los hombres del Movimiento y del "Opus" en la Caja de Ahorros es decisiva.

Con todas las limitaciones que la tutela jesuita ejerce sobre E.U.T.G. —y que naturalmente los socialistas somos los primeros en criticar— lo cierto es que aquella no es tan dura como para quebrar las inquietudes democráticas de muchos de sus estudiantes y de algunos conocidos profesores, entre los que se cuentan algunos sacerdotes de la Compañía —como decíamos con anterioridad—, tales como el P. Tamayo, que si en este año ha salido en defensa, desde el púlpito, de los curas catalanes apaleados por los catolicísimos esbirros de la dictadura, en el pasado estuvo a punto de ser procesado por un artículo en el que glosaba con desenfado los XXV años de cesárea "Paz". Y hay también el "Opus", que desde sus cuarteles de Pamplona ha puesto el pie en San Sebastián a través de su Escuela de Ingenieros que quisiera ver prolongada en la dócil asimilación por los jóvenes guipuzcoanos pudentes, de disciplinas menos asepticamente técnicas y más incisivamente "humanistas", con esa pretensión de crear cuadros dirigentes con ilusiones teocráticas que sean capaces de poner la Banca —y concretamente el Banco Popular Español— a Dios por montera.

Naturalmente los jesuitas se resisten y hasta el momento las conversaciones continúan como el rosario de la Aurora. Y nosotros les seguiremos la pista para informar de su "happy" o menos "happy end" a nuestros compañeros y amigos, lectores de LE SOCIALISTE.

G. O.

Unos 750.000 niños sin escuela, según «Arriba»

En un trabajo de Octavio Roncero, publicado en "Arriba", se dice lo siguiente: «Si mis cuentas son ciertas, había en España en el curso 1964-65 —último de que tenemos estadística— más de medio millón de niños sin escuela, comprendido entre los seis y los catorce años; unos 750.000 alumnos.» Y esto se publica en "Arriba", periódico oficial del régimen. ¡Buen balance de treinta años de franquismo!

ABONNEMENTS
et
REABONNEMENTS
au nom de:
Roger SOUTHON
12, Cité Malesherbes - Paris-9
C. C. P. 18 585 08 - Paris

U. G. T.

BURDEOS

El pasado día 26 de junio, esta Sección de la U.G.T. celebró su acostumbrada asamblea general ordinaria, con la asistencia de gran número de compañeros. Fue presidida por el compañero V. Pierna y actuó de secretario de actas el compañero Cobo, padre.

En nombre del Comité, el Secretario P. Sangüesa dio cuenta con todo detalle de las Circulares de la Comisión Ejecutiva, números 3 y 4, que por su importancia dieron lugar a la intervención de varios compañeros, tomándose los acuerdos pertinentes.

La gestión de Comité, expuesta también con amplitud, se aprobó por unanimidad, al igual que las cuentas presentadas por el compañero J. López.

Terminado el orden del día ordinario, se convirtió esta asamblea en extraordinaria, donde los delegados que participaron en el Congreso Departamental dieron cuenta de su cometido, que también fue aprobado después de las correspondientes aclaraciones sobre distintos puntos que se discutieron en el mencionado Congreso.

P. S. M.

El imperialismo capitalista

(Viene de la página 1)

a donde se establece la nueva industria.

Los capitales tienen que emigrar de las metrópolis porque así se encuentran ya los monopolios y las ganancias de los capitales son inferiores en las ramas no monopolizadas, en los países exóticos la industria naciente no tiene competencia de otra industria, tiene la competencia de la industria artesanal y sus precios de coste le permiten beneficios superiores a los que obtendrían en la metrópoli.

Es natural que las grandes

potencias capitalistas rivalicen por obtener territorios exóticos o regiones subdesarrolladas donde colocar los capitales que no pueden ya subsistir en las metrópolis. En la rebatía por obtener estos territorios los países imperialistas llegan a la guerra. Esta época de capitalismo imperialista no ha sido estudiada por Marx, han sido sus discípulos, principalmente Rosa Luxemburgo, Kautski, Hilferding, Lenin, entre otros, los que han estudiado este periodo.

César BARONA

★ No habrá reuniones públicas comunes en Alemania

COMO HABIAMOS hablado de la cuestión, merece la pena de registrar aun con retraso la conclusión de los proyectos de encuentro entre los dirigentes del Partido Socialista de la Alemania Occidental (S.P.D.) y los comunistas de la R.D.A. Después de cuatro meses de idas y venidas, vueltas y revueltas, comentarios y comunicados, en hora y cuarto, el jefe de la propaganda de la Alemania del Este anuló las reuniones proyectadas para los días 14 y 21 de julio en Karl-Marx Stadt (ex-Chemnitz) y en Hanovre.

La razón más comúnmente admitida es que Walter Ulbrich teme verse desbordado por una opinión pública tentada por la libertad. Willy Brandt, por su parte, ha dicho que se trata de un regreso a las posiciones de la guerra fría.

★ El camino de Ignazio Silone

EN 1923 UN AGITADOR comunista italiano estaba en una cárcel española, sin pena grave, por delito político. Su combatividad le empujaba a escribir en una revista de izquierda y, Tranquilli, escogió el seudónimo de Ignazio Silone. Silone es hoy un hombre solo e importante en la literatura italiana. En Francia acaba de publicarse su autobiografía bajo el título de "Sortie de secours" (Del Duca).

«Si no me hubiera visto obligado a ir a Moscú como delegado italiano a la Internacional Comunista, hubiera seguido siendo comunista hasta la caída del fascismo en 1945. Pero el Moscú que he conocido era el del afrontamiento entre el brillante Trotsky y el taciturno Stalin. Era la lucha por el poder, por la hegemonía de los rusos sobre la Internacional.»

En el libro que citamos, Silone, que ha dejado el comunismo desde hace treinta años, recoge un texto de 1949 contando la manera arbitraria cómo fue obtenida la primera condena de Trotsky.

En unas declaraciones publicadas por el "Figaro Littéraire", ha dicho:

«Yo sé perfectamente bien que no se realiza una revolución sin violencias. Pero en el caso de Rusia lo que yo denuncio es más que el horror, la inutilidad. Cuando millares de gentes son deportadas o muertas, sin proceso, sin decisión administrativa, tengo que decir que eso no tiene nada de revolución, es algo como el arte por el arte. Es cierto que el XX Congreso ha intentado romper con estas vías. Los dirigentes lo han hecho por justificarse. Necesitaban demostrar que ellos también han sido víctimas del terror staliniano. Pero es muy difícil para una dictadura el llegar a liberalizarse verdaderamente.»

★ Un libro extraño

ACABA DE PUBLICARSE en Francia la traducción de un libro americano de Hermann Kahn, principal creador de la teoría de la escalada, matemático, físico y espíritu imaginativo: «De l'escalade.—Métaphores et scénarios», Ed. Calmann-Lévy.

Las hipótesis nacen del estudio de la guerra nuclear como una guerra posible, y antes, de los medios de retener al adversario al borde de la guerra nuclear. No podemos más que dar algunos títulos de capítulo: 7.-Los escalones de las crisis extrañas.—21.-Guerra nuclear local ejemplar.—22.-Declaración de guerra nuclear limitada.—23.-Guerra nuclear militar local.—24.-Contra medidas inhabituales, provocantes y significativas. Etc., etc.

★ Cada vez más grande. — Cada vez más automatizado

LA SHELL, EN FRANCIA, acaba de poner en servicio un petrolero de 65.000 toneladas, el "S.S. Dolabella", construido en los "Chantiers de l'Atlantique". Sobre este petrolero, y por primera vez en la marina, el puesto de mando controla directamente, por televisión y ordenadores elec-

ACTIVA el mundo

Cara y cruz del milagro alemán

A fines de junio de este año, la huelga de los 230.000 mineros de la cuenca del Ruhr fue evitada en un último esfuerzo, doce horas exactamente antes del último plazo para que las minas quedaran paradas. Los mineros eran 450.000 en 1956, lo que representa 200.000 despidos. Según "Der Spiegel", 106 minas entre 175 están aún en actividad, pero 18 más van a ser cerradas... Las empresas admitieron un aumento de salarios del 4 por 100; en realidad el 5 por 100 gracias a otros reajustes previstos. Pero en Düsseldorf los patronos aceptaron apretando los dientes, ya que de lo que se trataba en realidad era de preparar un caso electoral que se avecinaba: el de las elecciones al Land de Renania-Westfalia, el más importante de la República Federal Alemana. Pero el sacrificio de los patronos del Ruhr ha sido inútil: a pesar de todos los esfuerzos desplegados por el canciller Erhard, sus poderosos amigos y el C.D.U., fueron nuestros amigos del S.P.D., los socialistas alemanes, los que obtuvieron un triunfo electoral que nadie se atreve a regatear triunfo, el 10 de julio.

Los "cristianos", desde 1957, obtenían regularmente en Renania-Westfalia cerca del 55 por 100 de los votos, proporción superior a la totalizada en el conjunto de Alemania Occidental. Esta vez han perdido la mayoría en el Land y también en el Bundesrat (Alta asamblea). Al mismo tiempo, en los medios financieros occidentales se habla con inquietud redobada de los peligros que corre la economía alemana. Uno de los problemas más complejos del mundo actual, con el que luchan con fortuna diversa y casi siempre incierta la mayoría de las economías, es el de la expansión de las sociedades industriales sin caer en los riesgos de la inflación. En Alemania hoy los precios crecen más de 4 por 100 por año y Erhard anuncia una ley especial para salvaguardar la estabilidad económica del país. Es la llamada "Ley de estabilización", que va tan lejos en el control del crédito que implica una modificación de la constitución de la Alemania Federal. Los mecanismos de financiamiento eran hasta ahora, por la mitad de la Hacienda pública, de la competencia de los Länder (Asambleas Regionales) y escapaban al control del Gobierno central de Bonn. Esta descentralización había contribuido a lo que los medios financieros llaman "el dinamismo de la libre empresa", mecánica esencial del "milagro alemán" del que fue padrino el doctor Erhard. Es una medida a contracorriente, y muchos alemanes se preguntan si es bien Erhard el hombre que, después de haber predicado lo contrario, puede asegurar medidas de control económico y de austeridad impuestas por el Estado.

El doctor Erhard, sucesor largamente impaciente de Adenauer, conoce una serie de dramas, de la derrota política al descalabro económico. Merece la pena el volver hacia atrás para tratar de ver más claro.

Hasta 1945, su vida es una vida oscura. Profesor de Economía Política en Nuremberg hizo una oposición sorda y de cátedra, enseñando el liberalismo económico en el Tercer Reich, organizado férreamente en lo económico para preparar una implacable máquina de guerra. Acabó por verse obligado a dejar la enseñanza, en 1942, sin ser perseguido, malviviendo al frente de un pe-

queño instituto de estudios de coyuntura. Erhard tiene una máscara inexpresiva de banquero de los tiempos del presidente Hoover, 130 kilos de grasa casi tanto hacia lo ancho que hacia arriba, una marcha titubeante sobre sus pobres pies mutilados durante la guerra, en 1917. Un oficial americano, durante la ocupación, le pidió que dirigiera los asuntos económicos de la doble zona angloamericana. Aceptó el aplicar una reforma monetaria rigurosa, y hasta cruel, preparada por los expertos aliados que acababan de ganar la guerra. Pero sin prevenir a nadie, a cambio de esta docilidad, tuvo un atrevimiento que hubiera podido hundirlo y que es su gloria. Declaró: «Todas las cartillas de racionamiento quedan suprimidas. Desde ahora el único título de abastecimiento será el nuevo marco alemán.»

Como, en materia económica por lo menos, no hay nunca milagros, no ha habido milagro alemán, es decir, ningún milagro técnico, pero la atmósfera y la psicología del momento fueron propicias. En Alemania en ruinas el único capital en pie era el trabajo humano. Los sindicatos aceptaron pedir a los obreros el no dar demasiada importancia a la remuneración inmediata. Se vieron jornadas de 14 y de 16 horas, los equipos relevándose sin descanso. No hubieron huelgas hasta 1954, es decir bastantes años después. Erhard estaba, con perseverancia, contra el desbarajuste universal de la Alemania derrotada: contra la planificación, como contra el dirigismo y no digamos contra el socialismo.

tes, a finales de 1965, para evitar el doble peligro. Durante años difíciles su economía neoliberal estuvo varias veces a punto de ser destruida por el alza de precios. La guerra fría vino en su socorro, las inversiones americanas, el no tener gastos militares. La economía alemana se multiplicó por 10 en diez años. La confianza de Erhard en "la libertad" parecía triunfar, con gran alegría de los banqueros. Según un estudio que tenemos a la vista hoy Alemania representa una capacidad industrial que aproximadamente equivale a la de Francia, Italia y el Benelux, lo que le da en el Mercado Común una situación equivalente a la de los Estados Unidos en la Alianza Atlántica».

"La coyuntura se debilita a ojos vista", tuvo que reconocer a primeros de este año en un debate parlamentario un ministro de la Economía, Schmecker. Cinco expertos independientes, a finales de 1965, para evitar el doble peligro de la deflación brutal y de la inflación galopante llegaban a las mismas conclusiones que las preconizadas por la oposición socialdemócrata. Pero para el doctor Erhard hablar de planificación es pasear el diablo en una catedral.

Con todo, en el problema, cada vez más arduo, a medida que las sociedades se complican, de gobernar los hombres asegurando el bienestar de la mayoría mayoría posible sin tiranizarlos o envilecerlos, los trabajadores tienen muchas cosas que aprender, pero más aún que decir para exigir y garantizar la justicia en la distribución de los sacrificios que la vida de una nación puede exigir. Los trabajadores alemanes fueron una de las grandes conquistas del movimiento económico gigante, y se acerca el día en que tomarán la palabra y las riendas del Gobierno.

A. B.

trónicos, la sala de máquinas. Hasta aquí las dos funciones se desarrollaban en dos lugares distintos del navío. Resultado humano del sistema: tripulación reducida a 30 en vez de 45 hombres.

De otra parte, el Gobierno japonés ha anunciado que había decidido comenzar el estudio de un petrolero super-gigante de 500.000 —sí, medio millón— de toneladas. Hay desde ahora en construcción en el Japón un petrolero de 205.000 toneladas y, en proyecto, cuatro de 300.000 toneladas cada uno.

★ La física teórica en cuestión

EL ASUNTO PUEDE ser tan importante que merece la pena dejar aquí simple mención, a pesar de las complicaciones del tema: tres sabios americanos y uno francés han hecho una demostración extraña y desconcertante en el laboratorio de Brookhaven, cerca de Nueva York, que da un golpe fatal a los fundamentos mismos de la física moderna, la simetría en el espacio y en el tiempo. Una partícula atómica, llamada K⁰ (L) se comporta extrañamente y se niega, dos veces por mil, a seguir por el buen camino. Es decir, que se desintegra de tal manera que, cambiando el sentido del paso del

tiempo, el proceso no se desarrolle cada vez de una manera idéntica. La física teórica acaba de recibir un choque, y los secretos de la materia se abren sobre otros secretos.

★ La ruptura Pekín-Moscú

BAJO ESTE TITULO, un libro de Tibor Meray en las Ediciones R. Laffont.

Periodista comunista húngaro conocido, perdió su fe en 1956, cuando Budapest durante cuyas jornadas fue uno de los principales partidarios de Imre Nagy. Cuatro viajes a China después de la victoria de Mao.

«En un principio fue el sueño, escribe en la primera línea de la introducción. Los capítulos resumen: "Dos revoluciones", "Dos imperios", "Dos niveles de vida", "Dos colores de piel". De un estudio minucioso resulta que las relaciones chino-soviéticas han sido casi siempre difíciles, y Stalin.

El recordar la política de Stalin sobre la Manchuria, en Mongolia, en Tanno-Ku y en el Sin-Kiang es tan edificante como recordar su actitud con Chiang en los años 1926-27 o la extrema modicidad del crédito que consintió a Mao después de la victoria de

éste, a la que no había contribuido de ninguna manera.

El viaje de Kruschef a Pekín, en 1954 fue la ocasión de un acuerdo general con los dirigentes comunistas chinos. Estos dieron su bendición a la eliminación proyectada de Malenkov en contrapartida a un aumento importante de la ayuda económica soviética. El físico Kapitzka formó parte de la delegación. El Tratado de 1957 había exigido largas conversaciones previas. El resto es historia más reciente.

★ Un modelo de clarividencia política

«HAY SOBRE LA TIERRA dos grandes pueblos que, surgidos de puntos diferentes, parecen avanzar sobre un mismo objetivo: son los rusos y los angloamericanos. Los dos han crecido en la obscuridad, y, mientras la mirada de los otros hombres estaba ocupada por otros horizontes, se han izado de pronto a la primera fila de las naciones y el mundo se ha enterado casi al mismo tiempo de su nacimiento y de su potencia. Todos los demás pueblos parecen haber alcanzado por la naturaleza, y no querer más que conservarlos; pero, ellos, están en período de crecimiento; Rusia es de todas las naciones del viejo mun-

do la que tiene una población que crece más rápidamente, toda proporción guardada... Para alcanzar su objetivo, el americano se reposa sobre el interés personal, y deja actuar sin dirigir la fuerza y la razón de los individuos. El ruso concentra de una cierta manera en un solo hombre toda la potencia de la sociedad; para uno el principal modo de acción es la libertad, para el otro la servidumbre. Su punto de salida es diferente, sus vías divergen; no obstante, cada uno de estos dos pueblos parece llamado por un designio secreto de la Providencia a tener entre sus manos el destino de la mitad del mundo.»

Este texto político, que tiene pocas arrugas y exige tan pocos retoques es un modelo de clarividencia que hay que envidiar. Tiene cerca de siglo y medio, figura en la "Conclusión" de la primera parte de esa obra importante que es "La democracia en América", de Alexis de Tocqueville, escrita en 1834.

DE SUIZA

En Monte Ceneri presencia socialista española

El domingo 10 de julio de 1966 celebró en Monte Ceneri la concentración de los socialistas de Ticino, el cantón suizo de habla italiana. Es una tradición, desde muchos años, desde los años heroicos del Socialismo en tierra ticinense, celebrar en la primera mitad del mes de julio la fiesta de la fraternidad y de la solidaridad. Después de Zurich, que nos desplazamos de allí, desde cuando hemos iniciado los primeros, tímidos, pasos hacia el Socialismo.

"Aquí es como en Asturias", comenta un compañero que viene por primera vez, "montes verdes, castaños"; y la cordialidad de los compañeros: "Ya vienen los españoles." Al balcón, rodeada por las banderas rojas de muchas Secciones, nuestra bandera flota en el aire libre, libre como esta tierra.

Hemos escuchado los discursos políticos de los líderes socialistas de Ticino; nuestros hijos juegan sin preocupaciones. Un orador condena la guerra; miramos a nuestros hijos, y sabemos por qué hay que condenarla.

Pausa de mediodía; comida campera bajo los árboles, canciones, alegría. Aprovechamos para saludar los compañeros de las Juventudes Socialistas, para hablar con compañeros. Por la tarde, antes que empiece la fiesta, nos llaman; el compañero Luigi Quadranti nos ha preparado una sorpresa, nos presenta a todos los compañeros, da la palabra a su hermano Antonio, que saluda en nombre nuestro a los socialistas de Ticino.

En su discurso, dando la gracia por la solidaridad y el optimismo que nos han dado los compañeros ticinenses, el compañero Quadranti pasa en reseña la situación actual, exhortando a los compañeros a no prestar fe a los falsos profetas, en este período de cambio en España: «No creed en los grupos que ahora salen profesando su fe democrática; muchos buscan oportunidades, manera de sustraerse a su responsabilidad; existe un solo partido, el Partido Socialista Obrero Español, fiel desde siempre a sus principios», y luego dice: «No creed que en España haya liberalización; el régimen no se ha liberalizado; es un cadáver en descomposición que por ley natural tiene que dejar paso a la vida; y nosotros, los socialistas, somos la vida.»

Terminado el discurso hemos cantado cánticos de la guerra, de la resistencia; mucha gente, al terminar, con las lágrimas en los ojos nos han estrechado la mano, entre ellos un anciano: «Lo he vivido todo, en España, y antes cuando he luchado con Emiliano Zapata, en Méjico.» «He perdido dos buenos amigos en España», nos dice otro. «Cerca de Guadalajara; a causa de un tiro me he quedado sordo», afirma un compañero. No nos han olvidado los compañeros de Ticino, y con el alma llena de gratitud nos despedimos: «Gracias, pronto en España» Y no es un sueño, pronto será realidad.

Corresponsal.

Sobre el asesinato de CALVO SOTELO

Así prepa

Con el venenoso título de « Crónica para los que aún no habían nacido », la revista « Blanco y Negro » del 16 de julio, publica una versión falaz de los acontecimientos que se iniciaron el 18 de julio de 1936, a raíz de la sublevación militar. Con gran lujo tipográfico, el embustero oficial, que además cobra por serlo, Joaquín Arrarás, presenta un relato sobre el « Asesinato de Calvo Sotelo ». En él cita varias veces el libro de Indalecio Prieto, « Cartas a un escultor » (Editorial Losada, Buenos Aires, 1951). Para poner las cosas en su punto, y en honor de la verdad, reproducimos lo que acerca de ese asunto dice Prieto en el citado libro :

« Y vamos ahora con lo de Calvo Sotelo. Al respecto te he dado (y creo que más de una vez) explicaciones muy detalladas, pero tú no las crees y hablas de la impunidad de aquel crimen, tan odioso como insensato.

En primer lugar, afirmo rotundamente que nada se había tramado contra Calvo Sotelo. Lo ocurrido fue que los guardias de asalto bajo las órdenes del teniente Castillo, a quien los falangistas asesinaron horas antes de morir trágicamente Calvo Sotelo, casi se amotinaron en la Dirección General de Seguridad cuando allí fue llevado el cadáver de su jefe. El director general, Alonso Mallol, no supo imponerse, llamándolo con energía a la obediencia, y esos guardias decidieron proceder por su cuenta. En Pontejos, donde tenían su retén, se adueñaron del autobús descubierto que corres-

pondía a su sección, y a ellos se unió el capitán de la guardia civil Fernán Condes, así como algunos paisanos resueltos a secundarles.

Decidieron, en venganza, detener a Calvo Sotelo y fueron en busca de él a su casa. Condes se identificó como capitán de la guardia civil y a él se entregó el diputado monárquico, luego de comprobar, por la pareja de guardias encargados de custodiar su domicilio, que los aprehensores eran efectivamente guardias de asalto. Calvo Sotelo bajó a la calle entre los guardias al mando del capitán Condes. Este dio al chófer una orden: « A la Dirección de Seguridad ». Y el chófer tomó el rumbo que se le indicaba. Pero un panadero apellidado Cuenca, que se había sentado en una de las banquetas del autobús descubierto, detrás precisamente de

Calvo Sotelo, sacó sigilosamente su pistola. Alguien que iba a su lado quiso detenerle el brazo, pero Cuenca — todo en silencio — con gesto imperioso, le ordenó mantenerse quieto, y aplicando el cañón del arma a la nuca del detenido disparó, al mismo tiempo que decía: « Al cementerio ».

Fernando Condés, lo digo en honor suyo, pretendió efectuar una detención, desde luego arbitraria, porque a Calvo Sotelo le amparaba su inmunidad de diputado, pero nunca pensó que el detenido iba a ser asesinado. Se lo oí de sus propios labios, mostrándome propósitos de suicidarse como castigo al deshonrar en que había caído, y fui yo quien le disuadí de ese propósito, diciéndole que la sublevación era inminente y que en vez de quitarse la vida debía jugarla en el campo de batalla. Y así fue. En uno de los primeros combates librados en Somosierra, Condés cayó mortalmente herido, y en ese mismo combate quedó muerto sobre el campo, Cuenca, autor material del asesinato. Esto que te relato quedó perfectamente probado en las diligencias judiciales instruidas, pero no hubo lugar a detener ni a Condés ni a Cuenca porque ambos habían sucumbido. Ten en cuenta que el asesinato de Calvo Sotelo ocurrió el domingo 12 de julio por la noche y que la sublevación estalló, con todas sus horribles consecuencias, el día 17. No hubo lugar a ordenar detenciones por el alevoso crimen, a consecuencia de que sus autores murieron a raíz de quedar presunta en los autos su responsabilidad.

Para mí, tuvo este asesinato dolorosas repercusiones en familiares. Yo había reclamado inútilmente que se me suprimiera la custodia policial que tenía, a pesar de no ser ya ministro, pero no conseguí ser atendido. En vista de ello, me dediqué a zafarme de mis custodios. ¿Razón para esta actitud? Te la voy a decir. Esos agentes siempre tienen dos misiones: la de custodiarle a uno y la de pasar diariamente parte de nuestras actividades. Yo estaba escamado desde 1934. Entonces, a base de dichos partes, fueron registrados en Madrid, buscándome, varios domicilios, entre ellos, canalescamente, el de un matrimonio, de cuya separación resulté responsable indirecto. Se me buscó en casa de Felipe Sánchez Román, e igualmente en un chalet que había construido Gonzalo Figueroa, primo carnal de tu íntimo amigo Alvaro, en la Ciudad Lineal (Gonzalo Figueroa, duque de las Torres, y Alvaro Figueroa, marqués de Villabragima). Pero de este último registro fue causante, por un soplo indecente, el periodista Cacho Zabalza, que presenció cómo, al final de un almuerzo en el chalet referido, Gonzalo Figueroa me entregó las llaves del edificio por si necesitaba utilizarlo, dando al efecto órdenes a los sirvientes.

El viernes inmediatamente anterior al asesinato de Calvo Sotelo, yo burlé a los policías protectores en el propio Congreso. Colocóse uno en cada puerta y otro en el guardarropa, donde yo había dejado el sombrero, pero, subiendo a la tribuna pública, bajé por la escalera de ésta y me metí en un automóvil que me aguardaba frente a la puerta de acceso. Como el viernes de la semana anterior, esos policías, supo-

niendo que yo había tomado el camino de Bilbao, se situaron en Pancorbo para seguirme, bien hacia Miranda de Ebro o bien hacia Orduña, esta vez decidió desviarme entrando por el valle de Mena a Valmaseda. En este camino desviado se encuentra la pequeña población de Medina de Pomar, donde veraneaba mi cuñada Luisa Cerezo con dos hijos: Blanca, que me acompañaba, y yo decidimos visitar a Luisa, y que aquel día, sábado, esperaba procedente de Bilbao a su marido Román Barandica, administrador de la fábrica Brasso, perteneciente a una compañía británica. Nos detuvimos unos minutos para abrazar a mi cuñada y besar a mis sobrinos. ¡Dolorosa visita! pues bastó para que los esposos fueran detenidos. A ella se le condujo a una prisión de Vitoria y a él a una cárcel de Bilbao. Gracias a la intercesión del duque de Alba, no fue fusilado Román Barandica. A mi cuñada, al cabo de bastante tiempo, la pusieron en libertad por canje. Cuando sus hijos se le unieron en Francia, no reconocían a su madre.

El lunes 13 por la mañana, me llamó por teléfono desde Madrid a Federnales, pueblecito de la costa donde yo estaba en casa de una familia amiga, Julián Zugazagoitia para decirme lo que había ocurrido con Calvo Sotelo y suplicarme que emprendiera inmediatamente el regreso a Madrid. Miré el reloj y calculé que si tenía a mano un automóvil podría llegar a Vitoria a tiempo de coger el rápido de Madrid. No disponiendo allí del automóvil que me había conducido, me prestó el suyo un miembro de la familia de la cual era yo huésped, y emprendimos a toda carrera el camino hacia la capital de Alava. Cuando llegamos a la Plaza de la estación, sonaba el pito de la locomotora, al salir el tren hacia Miranda. Se frustró así mi proyecto.

Entonces me trasladé al hotel del Frontón, donde me visitó el gobernador civil de la provincia. En el restaurante de ese hotel hallábase el diputado derechista Oriol y varios militares. Oriol

me preguntó si era cierto que había sido asesinado Calvo Sotelo, y como le contestara afirmativamente, pronunció palabras muy amenazadoras.

Entre tanto, el subsecretario de Gobernación, Ossorio y Tafall, advertido de mi presencia en Vi-

van lo de go a e telo. ceu

Otra prueba de cómo la militar de Italia fue mucho antes de la s

Gracias a un accidente de avión, conoció este hecho; lo que le permitió, se una idea de los métodos empleados por los rebeldes.

El 30 de julio, el jefe de la Legión teniente coronel Juan Yagüe, anunciaba que un cierto número de aviones italianos de Marruecos español. (Indiscreción completamente interesada, para mantener la moral gona alto que tenían tras ellos a Italia desmentir categóricamente esta noticia tiempo tres aparatos italianos aterrizaron Argelia y Marruecos. (Uno de ellos se el suelo.) La encuesta abierta por las que los tres aviones estaban armados: ladoras y transportaban oficiales de documentos recogidos a bordo de los a bleer que los cinco aviones que había habían pertenecido hasta el 20 de julio drillas de la Aviación Regular italiana dos por las autoridades francesas He guerra, salvo las bombas. Las ametrall nadas. Los aparatos no llevaban exterior matrícula, pero el lugar habitual de la sido pintada de blanco.

Las tripulaciones estaban compuestas mentos civiles dispares, pilotos comérc también de militares camuflados cuya ser llevada gracias a los documentos cuerpo de uno de los pilotos muertos. recibido la orden de salida el 15 de

(De « Le Complot Espa

toria por el gobernador, me llamó al teléfono del hotel para rogarme con todo encarecimiento que no continuase el viaje por carretera hacia Madrid hasta que conmigo se reuniera mi escolta que se hallaba en Bilbao completamente despistada. Voy apuntando todos estos datos porque, hasta cierto punto los anoto para mí mismo, a fin de que me sir-

con do jefe, reces datos suble que ca d irrida ted r y de

Treinta años después

Por Roger Massip

EN 1945, un oficial superior del Ejército soviético le decía a un diplomático aliado: « Terminaremos esta guerra allí donde comenzó, en España. »

Esta reflexión no era una simple humorada. En ella se expresaba a la vez una esperanza que la marcha de los acontecimientos se encargaría de destruir y un hecho sobre el cual todos los historiadores están hoy de acuerdo: la guerra civil española ha marcado el principio de la segunda guerra mundial.

La sublevación franquista lleva la fecha del 18 de julio de 1936. A partir del 19, el Gobierno legal no podía contar más que con una infima parte del Ejército y de la Administración. El 25 de julio, las fuerzas rebeldes eran detenidas en el puerto de Somosierra, mas algunas semanas más tarde Badajoz caía en sus manos el 1 de octubre, Franco, nombrado jefe de Estado, instalaba su Gobierno en Burgos.

Sin embargo, la guerra civil iba a asolar todavía la península durante dos años y medio. Esta lucha porfiada fue posible por el heroísmo de un pueblo que, para salvar su libertad, aceptó ir hasta el fin de los más duros sacrificios. Nuestra intención no es la de relatar los episodios de esta larga guerra, sino la de recordar que ella hizo de España el palenque en donde la Alemania hitleriana y la Italia fascista pusieron a prueba sus medios militares. Unidades regulares del eje Berlín-Roma, apoyadas por una potente aviación, ayudaron a Franco a vencer a un pueblo en armas al que solamente las Brigadas Internacionales prestaron su apoyo, mientras que Londres y París se comprometían en una política de no-intervención a la que no se le podía hacer más que un reproche: el de ser unilateral.

Es justo anotar, de paso, que la ayuda hitleriana a Franco no fue pagada en compensación y que en 1940 el Generalísimo rehusó a Hitler la autorización de hacer pasar sus tropas a través de España, autorización que, de haber sido dada, hubiera podido cambiar el curso de la guerra al permitir a la Wehrmacht echar la mano sobre África del Norte (1).

Las Brigadas Internacionales, compuestas de voluntarios alemanes, franceses y polacos, mal suministrados en armas modernas, disponiendo de un apoyo aéreo insuficiente, fueron impotentes para compensar la superioridad aplastante de los rebeldes ante hombres que no podían poner al servicio de su in-

domable valor más que unas armas irrisorias.

Guerra atroz entre todas, y cuyo recuerdo no está en vías de apagarse. Incluso hoy, los más decididos adversarios del franquismo descartan la idea de recurrir a la violencia para restablecer el régimen instaurado después de la caída de Alfonso XIII en 1931. Ninguno de ellos acepta la idea de ver renacer la lucha fratricida de hace treinta años. Son otras vías las que España utilizará para encontrar de nuevo el camino de la democracia, el día en que se abra la sucesión del hombre que, hace treinta años, tomó las armas para derrocar a la República.

(Artículo publicado en el periódico conservador «Le Figaro», de París, el 20-7-66.)

(1) Conviene apostillar este párrafo por nuestra cuenta para resaltar que en aquellos momentos lo que más importaba a Franco era hacer la represión. Suprimió entonces a varios centenares de miles de demócratas españoles. Entrar abiertamente en la guerra mundial con sus protectores Hitler y Mussolini hubiera dado la ocasión a los países aliados de fomentar la resistencia en España, facilitándoles armamento y toda clase de recursos — como hicieron en otras partes — a los que hasta poco antes habían combatido por la República. Convencido Franco a la sazón de la victoria de Alemania y de Italia, prefirió hartar, sin entorpecimientos, sus instintos de sangre y de odio. Es decir, primero, asesinar a sus enemigos de dentro; después... se le pasó la hora de entrar abiertamente en guerra, ya que el desarrollo de ésta había hecho que las posibilidades de victoria cambiaran de bando.

N. de la R.



FRANCO: España, dadas sus circunstancias especiales, goza de todas las libertades.

Cómo parte del clero orga

« De las noticias militares de algunos curas navarros ya se tenían noticias mucho antes de la sublevación. En términos generales oíamos hablar a personas serias, como de cosa corriente. En concreto serían muy pocos en Navarra los que ignoraban, por ejemplo, los preparativos bélicos del famoso cura de Lezaun: cómo enseñaba por sí mismo la instrucción militar a los requetés del pueblo y les obligaba a montar la guardia alrededor de la iglesia durante la noche en ciertas ocasiones. Hay que tener presente que Lezaun es una aldea esencialmente pacífica y de rancias costumbres patriarcales, retirada al pie de la estribación de la sierra de Andía, donde ni remotamente se podía temer una revuelta, y menos aún contra las personas y cosas religiosas.

Este mismo cura, durante la última campaña electoral, fue sorprendido por un feligrés nacionalista de su parroquia a horas de la media noche, mientras se ocupaba en pegarle pasquines junto a la ventana de su casa, al frente de una cuadrilla de mozos de su cuerda. Todos estos hechos son rigurosamente ciertos.

Una vez estallada la guerra no hay por qué decir que a don Mónico (así se llama el cura) le correspondía jugar un gran papel. Sé que por entonces guardaba en la sierra una regular cantidad de fusiles y uniformes, y que desde el primer día se lanzó al monte con afán. »

(Documento del archivo particular, publicado en «El catolicismo y la Cruzada de Franco», del sacerdote vasco Juan de Iturralde.)

La formación del Tercio de Abárzuza, como la de otros varios, tuvo su origen al final del año 1931. (Es decir, el mismo año que se proclamó la República.)

Los auxiliares más eficaces de este Tercio de Abárzuza fueron los sacerdotes carlistas que en esta tierra, gracias a Dios, eran el 99 por 100, y cada uno en su puesto formaban las patrullas y grupos con sargentos, enlacs y hasta camilleros, a los que se comunicaba, para cumplirlas con todo escrúpulo, las consignas u órdenes que hubiera. Por eso se dio aquel maravilloso espectáculo el 19 de julio, en que los propios sacerdotes al frente, dando al movimiento tonalidad de cruzada, anidaron y arrastraron entusiasmados a la lucha, a aquellos valientes boinas rojas, ya preparados y adiestrados; con quienes tantas conversa-

ción

radós

« I

Jesús

Aréñ

Ericó

zar. I

rroso

« I

Ser ó

de si

bilba

Un s

tinad

« I

para

Tami

« I

Legis

que

prepa

haría

antic

Al

a est

antes

de r

todos

arribu

traba

conte

a un

los s

Prepararon la guerra civil

van de guión en cierto capítulo de mis memorias si es que llego a escribirlas ».

« Vuelves sobre lo de Calvo Sotelo. Cuando el doloroso suceso ocurrió, yo no sostenía relaciones

Como la intervención fue convenida la sublevación

avión, el mundo, estupefacto, permitió, al mismo tiempo, hacer empleados por los amigos extran-

Legión Extranjera española, anunciaba por radio desde Ceuta que italianos habían llegado al comprensible: a los rebeldes a moral de sus partidarios, pre italiana.) Roma se apresuró a noticia "absurda". Pero al mismo aterrizaron en los confines de ellos se incendió y se estrelló en por las autoridades locales revelados cada uno de seis ametralladores del Ejército italiano! Los de los aparatos permitieron estar hacían parte de la expedición de julio a las 55, 57 y 58 escuadrillas. Los dos aviones recogidos llevaban sus armamento ametralladoras estaban provisto exteriormente ninguna marca de la de la escarapela nacional habla

compuestas no solamente de comerciales o de turismo, sino cuya verdadera identidad pudo momentos oficiales sobre el muertos. ¡Esta tripulación habla 15 de Julio! (lot Espagnol », E-N. Dzelepy).

con el Gobierno. Había aguantado respuestas desdeñosas de su jefe, Casares Quiroga, cuantas veces fui a advertirle, aduciendo datos fidedignos, el peligro de la sublevación. Pero cierta tarde que en el Congreso le hablé acerca de lo mismo, me respondió irridadísimo: «No me fastidie usted más con sus cuentos de miedo y déjeme en paz. Usted sufre ya

la menopausia, y trastornos propios de ésta le inspiran sus invenciones. Aquello desbordó mi aguante. Del despacho de ministros pasé al salón de sesiones, subí al estrado presidencial y dije a Martínez Barrio, pues quería que alguna persona calificada lo conociese, cuanto acababa de ocurrirme con Casares.

A éste no volví a verle hasta la mañana del 17 de julio, pues conociendo yo la sublevación iniciada en Melilla, fui a ponerme a su disposición. No obstante ello, ahí ha circulado con profusión un libro del que es autor un alto funcionario policíaco, afirmando que la noche del 12 de dicho mes nos avistamos Casares y yo, decidiendo que se asesinara a Calvo Sotelo. ¡Y yo dormía esa noche tranquilamente en Federnales, a medio millar de kilómetros de Madrid! Pero, pese a mi distanciamiento de Casares, debo defenderle, así como a cuantos lo reclaman mi honradez y así lo con él eran ministros, porque así exige la de ellos, cuando les achacan la impunidad en que el crimen quedó. No es verdad que el Gobierno se enterara inmediatamente, según subrayas, del asesinato. Ni del secuestro. Debió de enterarse del secuestro cuando varios monárquicos, a quienes pasó aviso la señora de Calvo Sotelo, visitaron a Martínez Barrios, a título de Presidente de las Cortes, para protestar contra la detención y pedirle que amparara la impunidad parlamentaria. Martínez Barrio se apresuró a poner en conocimiento del Gobierno lo que aquellos diputados le dijeron, y entonces se enteró del secuestro el Gobierno; no antes, según mi creencia. El asesinato lo supo algo más tarde, al ser hallado el cadáver en el depósito del cementerio del Este.

Dices que debió procederse a la detención de los culpables y a su castigo en juicio sumarísimo. Pero para castigar a los culpables es indispensable descubrirlos y a esas horas no estaban descubiertos. Además, puesto a desbarar, exiges un juicio sumarísimo, procedimiento propio del

estado de guerra y para delitos que la ley marcial determine. Con arreglo a la normalidad judicial entonces imperante en España, el sumario incumbía al Juzgado ordinario correspondiente, el cual comenzó a actuar sin demora. En las diligencias instruidas los primeros días se aclararon los hechos y se señalaron las personas de quien dirigió la detención y de quien mató a Calvo Sotelo. Para entonces había estallado el sublevamiento y ambos autores estaban peleando en Somosierra, donde sucumbieron.

De tus comentarios se colige que crees que aquel asesinato originó la guerra. Esto tampoco es verdad. Una extensa literatura a cargo de los vencedores, destacando en ella la biografía de Franco, por Arrarás, y la de Mola, por Iribarne, más el sensacional libro del coronel Ansaldo, demuestran irrefutablemente que la sublevación se venía preparando desde el nacimiento del nuevo régimen, habiendo sido frustrada en su primer intento el 10 de agosto de 1932. Quizá el gesto entonces que los ministros de entonces tuvimos con los caudillos insurrectos les dio alas para sublevarse de nuevo.

Pero la prueba más incontrovertible de la antigüedad de tales preparativos es un documento manuscrito de Antonio Goicoechea que se encontró al ser registrado el domicilio de éste. Dicho documento, de puño y letra del ex ministro monárquico, es el borrador del acta de una reunión que él, el general Emilio Barrera, Rafael Olazábal y Antonio Lizarza tuvieron con Mussolini en Roma el 31 de marzo de 1934, a las cuatro de la tarde, reunión en la cual se convino que Italia ayudaría con todos sus medios la proyectada sublevación, y como anticipo, el «duce» entregó a los emisarios 1.500.000 pesetas, 20.000 fusiles, 20.000 granadas de mano y 200 ametralladoras, armas que fueron remitidas inmediatamente a España, vía Portugal, y depositadas secretamente en iglesias y conventos españoles, principalmente de Navarra. Uno de los firmantes, el carlista navarro Antonio Lizarza, ha reconocido la autenticidad de dicho documento y lo ha reproducido textualmente en un libro suyo donde hace historia de los preparativos para la sublevación, en los cuales tomó principalísima parte. Como dato curioso te apunto que Lizarza, detenido en el aeropuerto de Burgos cuando regresaba de Portugal después de haber conferenciado con Sanjurjo, rodó por diversas cárceles de España, y de la de Alicante le puso en libertad el comunista Monzón, gobernador civil de aquella provincia, quien, además, engañando a Julián Zugazagoitia, ministro de la Gobernación, consiguió para el mencionado carlista un visado que le permitió salir desde el aeropuerto del Altet, en Alicante, y llegar sin contratiempo a Toulouse, de donde marcó a Pamplona, para ser objeto allí de un colosal y apoteósico recibimiento. Son muy curiosos estos enlaces entre elementos extremistas de las tendencias más opuestas. Te equivocas al atribuir a la Pasiónaria una frase que no pronunció ella, sino su correligionario José Díaz, y no dirigida a Calvo Sotelo, sino, si mi memoria me es fiel, a Gil Robles, a quien en una interrupción le dijo en el Congreso: «Su señoría no morirá con los zapatos puestos».

Respecto a que el Gobierno habría debido asistir al entierro de Calvo Sotelo, no hubiese sido yo quien se lo aconsejara, en el caso de que admitiera mis consejos. El Gobierno habría sido ultrajado e incluso agredido, provocando con su presencia otro grave suceso. Para pensar así, basta tener en cuenta las palabras de arrogante desafío que frente al ataúd pronunció Antonio Goicoechea.

No tienes ni pizca de razón en lo de la quema de iglesias ni la tienes tampoco en lo del asesina-

Así se preparaba en Alemania el «levantamiento nacional»

«Fui enviado a Alemania en el transcurso del verano último por el periódico "Gringoire", para hacer allí lo que se llama una encuesta o un reportaje. Sucedió eso cuando las olimpiadas. Era también el principio de los acontecimientos de España. Muy pronto hube de percatarme de que la primera pieza sólo servía de diversión, de pantalla para la segunda, siendo el espectáculo verdadero, no el que mostraban allí, sino aquel otro del que querían que apartáramos los ojos.

Evidentemente lo de España era una máquina montada con mucho cuidado durante el invierno anterior (1936) entre Roma y Berlín, y las olimpiadas sólo servía para hacer como que se lavaban las manos. Lo que se proponían era tener expeditas las rutas de que dependía el Mediterráneo. La maniobra moral servía para encubrir la estrategia. Huelga decir que mi informe no se publicó nunca.

Debo añadir que en la primavera se vieron por Alemania más generales españoles que de costumbre. Todo ello quedó envuelto en mucho misterio, pero al cabo no hay cosa que no llegue a saberse.

¿Por qué el general Sanjurjo pasó seis semanas en el hotel Kaiserhof que resulta ser, como por casualidad, el cuartel general del Partido Nacionalista, a dos pasos de la Wilhelmstrasse? ¿Qué hacía el general Franco en Munich, en Hamburgo? ¿Para qué tanto turismo militar?»

(El escritor francés Louis Guillet, miembro de la Academia Francesa, fue enviado en 1936 como corresponsal de "Gringoire" a los Juegos olímpicos. El semanario fascista no quiso publicar esta información, insertándola Guillet en su libro "Rayons et ombres d'Allemagne".)

Latifundismo y Reforma agraria

Al proclamarse la República en 1931, había en España, entre otros muchos, 99 latifundistas que poseían, ellos solos, 577.359 hectáreas de tierras cultivables. Corresponsales un promedio de 5.831 Has. a cada uno. Se consideran latifundios las propiedades que sobrepasan las 250 Has. A continuación copiamos los casos más notorios:

Duque de Medinaceli,	poseía 79.146 Has.
» » Peñaranda,	» 51.015 »
» » Vistahermosa	» 47.203 »
» » Alba,	» 34.455 »
Marqués de la Romana,	» 29.096 »
» » Comillas,	» 23.719 »
Duque de Fernán Núñez,	» 17.732 »
» » Arión,	» 17.666 »
» del Infantado,	» 17.171 »
Conde de Romanones,	» 15.171 »
Otros 89 propietarios,	» 248.987 »

La República quiso poner fin a tan injusta distribución de la tierra, puesto que al lado de esos grandes propietarios había más de tres millones de agricultores cuya propiedad no llegaba a un promedio de una hectárea por cada uno. Había por otra parte más de dos millones de obreros agrícolas desprovistos de tierra, muy mal pagados y que, salvo un pequeño grupo de asalariados fijos, apenas trabajaban tres meses al año.

Había que hacer una reforma agraria. La República intentó hacerla. En los primeros años de régimen republicano se distribuyeron 117.877 hectáreas y se asentaron 12.260 agricultores. En el biénio negro —desde 1933 a febrero de 1936— el Gobierno Lerroux-Gil Robles suspendió la reforma agraria. El triunfo de la izquierda en febrero de 1936, permitió la reanudación de la distribución de tierras. Desde el 19 de febrero de 1936 al 19 de junio del mismo año, es decir, en cuatro semanas, la República repartió 232.199 hectáreas y se asentaron a 71.919 agricultores.

En resumen: en dos años y medio de auténtica República se distribuyeron 350.036 hectáreas y se asentaron a 84.179 obreros agrícolas.

Una de las primeras tareas de los vencedores de la guerra civil consistió en devolver a los antiguos propietarios las tierras repartidas y ocupadas durante la República y para cuya expropiación estaba prevista la indemnización correspondiente.

El coste de la Cruzada

Viviendas totalmente destruidas:	250.000.
Viviendas parcialmente destruidas:	250.000.
Locomotoras perdidas:	1.309 (es decir, 41,6 por 100 del parque existente en 1936).
Vagones-mercancías destruidos:	30.040 (40,3 por 100 del total).
Coches de viajeros deshechos:	3.700 (71,2 por 100 del total).
La marina mercante perdió, en toneladas:	225.000.
En oro del Banco de España:	31.088.746.227 (pesetas actuales).
Gastos de ambos ejércitos:	300.000.000.000 (pesetas actuales).
La renta nacional, por habitante y en pesetas de 1929, cayó de	1.033 en 1936 a 740 en 1940.
A base del índice 100 en 1933-34, la economía nacional bajó a:	
a) En producción agrícola . . .	77,8 contra 129,6
b) En producción minera . . .	62,8 » 128,7
c) En producción industrial . . .	60,5 » 202,2
d) En renta nacional global . . .	68,7 » 144,0
e) En renta por habitante . . .	76,1 » 133,0

Todas estas cifras están tomadas del "Boletín Oficial del Estado" (n.º 312, del 30 de diciembre de 1963).

A esas cifras hay que añadir: más de un millón de muertos, miles y miles de mutilados e inválidos y varios centenares de miles de españoles asesinados, todos del bando republicano, después de terminada la guerra civil.

Organizaba la guerra civil

ciones e intimidaciones habían tenido, con resultados tan inesperados para muchos.»

(«El Pensamiento Navarro», 22 de Julio 1938.)

«Independientemente de mi actuación fue encomendado a don Jesús Yáñez, párroco de Caparrosa, ayudado por don Francisco Arellano, que lo era de Traibuenas, la tarea de fabricar bombas de mano. La misma misión fue encomendada a don Fermín Erice, párroco de Esquiroz, y a don José María Salobre de Berriozar. Hubo, pues, dos pequeñas fábricas de bombas, una en Caparrosa y la otra en Meñeru, aparte del depósito de Traibuenas.»

«Sería muy curioso recoger detalles de estos trabajos. Debí ser difícil adquirir el material necesario, los botes de pimienta, de sidol, la dinamita, las mechas, etc. Periódicamente por "la bilbaina" que hace el servicio de Bilbao a Pamplona, llegaba un saco de dinamita y fulminante encubiertos con semilla, destinados a aquella fabricación.

¿Qué de vicisitudes habrían tenido que pasar estos valientes para llevar a feliz término su patriótica y necesaria tarea! También ellos son acreedores a nuestro mejor recuerdo.»

(Del libro "Memorias de la conspiración", del destacado jefe requeté A. Lizarza.)

«En Madrid más de un religioso, como el franciscano padre Legísima, prestó servicios significativos. Y no sólo con palabras que encendieran el entusiasmo, sino también con obras, como preparar insignias, uniformes y otras prendas de vestir. Todo haría falta en su día y todo ha sido que preparar con la debida anticipación.

Al obispo de Vitoria, don Mateo Múgica, le ocurrió, cuanto a esto, un lance curioso. En una de sus visitas a Madrid, meses antes del estallido, se alojó, según costumbre, en un convento de religiosos. Terminada la comida salían éstos anteriormente todos juntos al recreo. Pero aquella vez echaron todos escalera arriba, como si el recreo no les interesara. ¿Qué pasaría? Su trabajo le costó averiguarlo, porque a las preguntas del obispo contestaron con evasivas. Pero, al fin, vino a saber que subían a una pieza escondida donde preparaban prendas de vestir para los soldados de la guerra en perspectiva.»

(Del libro "El catolicismo y la Cruzada de Franco", de Juan de Iturralde.)

El P. S. O. E. en la

Conferencia Internacional de Mujeres Socialistas

(Concluimos hoy la información que comenzamos en artículo anterior.)

La evolución industrial plantea indiscutiblemente, con más urgencia que nunca, el problema de la participación de la mujer en la vida laboral. Eso trae consigo que los movimientos sociales se acoplen a sus necesidades. A este respecto la Conferencia Internacional de Mujeres Socialistas adoptó el programa siguiente:

« Las organizaciones nacionales deberán, por ejemplo, reunir estadísticas, informaciones sobre las mujeres trabajadoras y, si es menester, presionar a los Gobiernos para que se empecien a hacer estudios a la escala del Mercado del Trabajo en lo que concierne a las mujeres. Estos estudios podrían, en particular, buscar la real aplicación que se da a la "igualdad de salarios", a la igualdad de posibilidades de ascenso" y cómo se solucionan los problemas de las mujeres trabajadoras con responsabilidades familiares. »

« Donde sea menester, estos estudios deberán hacer presión sobre los Gobiernos para que se ratifiquen y se apliquen las convenciones y las recomendaciones de la O.I.T. en lo que se refiere a las trabajadoras. »

Las organizaciones nacionales deberán hacer todo cuanto esté en su poder para facilitar la formación profesional de las chicas, que deberá ser equivalente a la de los chicos. »

Las organizaciones nacionales deberán vencer, entre otras cosas, los prejuicios que algunos padres suelen tener para con la enseñanza superior de sus hijas. »

Las organizaciones nacionales deberán también pasar en revista los oficios técnicos para saber si se puede enseñar y si pueden ser practicados por las mujeres. »

Podría parecer todo esto un tanto utópico para nosotras españolas, para nosotras socialistas exiliadas o clandestinas, cuya principal tarea es hoy acabar con Franco y con las causas que lo trajeron y que lo siguen manteniendo. Pero si nosotras, socialistas españolas, nos colocamos en una posición objetiva, vemos que somos unas de las principales interesadas en llevar a cabo estos puntos. Se entenderá, que nuestra misión no podrá revestir el aspecto propagandístico de otros países.

Sin entrar en un análisis profundo de la situación actual de la economía española, podemos ver cuán precarias son las posibilidades de trabajo que tiene la mujer que desea ganarse la vida allí. Empezamos por denunciar la escasez de escuelas profesionales, comprobando que la mayoría de las chicas llegan a los veinte años sin tener ningún oficio (por no hablar de carreras intelectuales). Vemos por consiguiente que en nuestro país hay que avanzar muy deprisa para recuperar parte del terreno perdido. Y todos sabemos que se requieren las energías de todos los españoles, hombres y mujeres.

Para dejar de ser un país atrasado que se visita porque hace sol y porque suele salir un poco más barato el verano, para dejar de ser el país campeón de la exportación de mano de obra barata, para dejar de ser una colonia americana, alemana, etc., debemos conseguir que las energías e inteligencias de los españoles sean utilizadas por y para España. La participación nacional ha de ser completa, es decir, que se deberá emplear la mano de obra femenina.

Conociendo la mentalidad de nuestro pueblo, habrá que emplear mucha paciencia para ir creando el clima propicio. Para que en España se consiga que el hombre y la mujer sean compañeros iguales en el trabajo, habrá que acabar para siempre

con la actitud social tradicional que sigue considerando el trabajo de la mujer como un trabajo accesorio y temporal. Será preciso también percatarnos de que es indispensable asegurar la igualdad de ascenso, igualdad de promoción. Y lo que determina-

Por Carmen García

rá la trascendencia de todas las prerrogativas, será el conocimiento que tengan las mujeres de sus propios problemas y de los medios que se preparen para vencerlos.

Las Mujeres Socialistas han entendido y lo repitieron en la Conferencia de Estocolmo, que sólo la acción sindical arrancará a la burguesía las garantías necesarias para que su papel de madre y esposa no se vea mermado, atisgado, cuando no imposibilitado por su papel de ciudadana activa.

Profesión y familia deben ser compaginadas sin sacrificar ésta por aquélla, pero permitiendo que la mujer no solamente desarrolle sus instintos de mujer sino también que aporte a la sociedad el producto de su trabajo, intelectual o físico.

Este problema fue magníficamente tratado y explicado por Marcelle De Warreng (C. I. O. S. L.).

Las compañeras suecas noruegas y holandesas concretaron con ejemplos los objetivos del Socialismo en este particular. Con otros países, dichos en vía de desarrollo, se planteó de forma distinta y un tanto lejana para nuestros conceptos. Israel trajo un testimonio vivo de lo que han hecho las mujeres en aquel país.

Las mujeres belgas propusieron enviar un telegrama de felicitación a las obreras de Herstal, donde las mujeres estaban en huelga para conseguir: A trabajo igual, igual salario. El telegrama se envió con la aprobación unánime de todas las delegadas. Se envió también el mensaje siguiente: « ¡A las Mujeres belgas en huelga! La Sexta Conferencia Internacional de Mujeres socialistas celebrada en Estocolmo; las delegadas representando dos millones de mujeres miembros de los Partidos Socialistas del mundo, han oído con emoción la relación del combate que lleváis con tanta dignidad y valor durante once semanas para conseguir igualdad de salarios. »

« El hombre y la mujer, dos compañeros iguales en la sociedad, en la familia y en el trabajo, tal es precisamente el tema de nuestras discusiones en la Conferencia. Es por lo que las delegadas dirigen a las huelguistas sus sentimientos de simpatía y fraternidad »

« Vuestra causa es justa. La igualdad en el trabajo es una etapa esencial en la vía de la emancipación y de la promoción de las mujeres. »

« Vuestra lucha histórica es para todas nosotras un estimulante más para nuestra causa a fin de proseguir los esfuerzos para abolir todas las formas de discriminación y de explotación que padecen aún las mujeres de todo el mundo. »

La base de una armonización tanto en la sociedad como en el trabajo ha de realizarse primero, sobre todo, en la familia. En el núcleo familiar se puede realizar esa asociación ideal a que aspiramos los socialistas. En el seno de la familia cada miembro tendrá su misión, su responsabilidad. El hombre y la mujer colaborarán para realizar una perfecta asociación.

Pero aún estamos muy lejos de realizarla.

Las leyes nacionales prescriben cuando la mujer contrae matrimonio una dependencia absoluta del marido, lo que significa en

muchos casos que debe abandonar una parte de su persona, intelectual, política o profesional. Aun siendo el padre y la madre los creadores del hijo, recae sólo sobre el padre la soberanía de disponer de la educación del hijo. En caso de litigio entre ambos, la ley autoriza al padre a que escoja. Y no sólo esto merma la autoridad de la esposa. La mujer casada no consigue. Siempre compaginar sus ambiciones profesionales o intelectuales con el hogar, y esto, aparte de las razones evocadas en el capítulo del Trabajo, es por lo que no se da la posibilidad al matrimonio de organizar legalmente la llegada de uno o varios hijos. Si siguiésemos enumerando o analizando, veríamos que en muchos casos la espera o la llegada indeseada de un hijo desequilibra un hogar, cuando en realidad debería ser el colmo de la felicidad. En la sociedad moderna, el dilema se plantea bajo muchos aspectos, pero no desde un punto de vista social y menos socialista. La Iglesia imposibilita una evolución racional, y por otra parte se llega a reacciones tan absurdas como peligrosas para nuestra civilización.

La VI Conferencia Internacional de Mujeres Socialistas ha previsto en su programa cómo ir transformando la mentalidad sin asesinar el espíritu familiar tan profundo entre los socialistas. Para conseguirlo pide a los Partidos nacionales que estudien las leyes existentes a fin de mejor imponer el modo de remediar las injusticias y obtener una legislación satisfactoria para todos. Deberán los dichos partidos intensificar la acción en pro de una sistematización del "Planning Familiar", reconocido y asistido por los Gobiernos, especificando el plan de éstos en el cuadro del problema demográfico de cada país. Deberán también los Partidos socialistas analizar las actividades. Estos proyectos fueron particularmente argumentados en lo que se refiere a la legislación y los derechos cívicos de las mujeres casadas por J. Bruttel-Duba, secretaria de las Mujeres Socialistas francesas.

Al redactar las interesantísimas aclaraciones que nos hicieron nos es difícil resaltarlas; hemos querido evocar sólo lo esencial, a nuestro punto de vista. No obstante debemos decir que las Mujeres españolas somos unas de las que debemos resorror más camino para recuperar un poco de tiempo perdido, y deberemos considerar todo esto, y mucho más ahora, y no solamente en vísperas de las elecciones, como vemos que lo hace la burguesía

Hemos comprobado igualmente que hoy día hay una tendencia en desplegar muchas energías físicas y materiales para ayudar a los países dichos en vía de desarrollo. Esta solidaridad nos agrada, y esperaremos que no sea una ayuda interesada...

También hemos observado que ni los países en vía de desarrollo están tan poco desarrollados como se dice, ni los países adelantados, según se llaman están tan adelantados políticamente.

Antes de acabar el informe sobre la VI Conferencia de Mujeres Socialistas recordamos que se respondió al telegrama que nos enviaron las mujeres del "Frente Femenino del Partido Revolucionario dominicano"; que fue Anna Rudling (Suecia), elegida por unanimidad en el cargo de presidenta y que nuestra compañera y amiga Irene Perry (Bélgica), es vicepresidenta. El Comité Ejecutivo está integrado por los siguientes países: Alemania, Austria, Bélgica, Canadá, Dinamarca, Finlandia, Francia, Gran Bretaña, Israel, Italia, Jamaica, Japón, Luxemburgo, Madagascar, Noruega, Países Bajos, Suecia y Suiza.

Deseamos que todo cuanto se ha proyectado se realice, porque sabemos que así hemos contribuido muy energicamente a la elaboración del Socialismo.

MOSCOU A L'HEURE DE PÉKIN

Il était certain que les démarches faites à Moscou par le général de Gaulle, Indira Gandhi et Harold Wilson en faveur de la convocation d'une nouvelle conférence de Genève sur le Vietnam ou sur le Sud-Est asiatique se heurterait au « niet » traditionnel de Moscou. Harold Wilson représentait pourtant la Grande-Bretagne, coéquipière de l'URSS à la présidence de la conférence de 1954 à Genève. Le gouvernement soviétique, compte tenu de la dramatique aggravation de la guerre et des menaces qu'elle fait peser sur l'URSS au cas où les Etats-Unis étendraient leurs opérations contre la Chine, son alliée militaire, aurait pu prendre cette initiative d'accord avec Londres. Mais à Moscou, c'est l'immobilisme.

Inlassablement Kossyguine répète que la convocation de la conférence sur le Vietnam dépend uniquement du gouvernement de Hanoi. Remarquons d'abord que le gouvernement soviétique considère que le seul interlocuteur valable pour les pourparlers de paix n'est pas le Vietcong, mais le Vietnam du Nord. Cela confirme l'accusation des Américains que le Vietnam du Sud a été attaqué par le Vietnam du Nord.

Vous objecterez que c'est la même nation, divisée arbitrairement à la Conférence de Genève et qui devait être librement consultée sur sa réunification, consultation qui n'a eu lieu ni dans le Vietnam du Sud, ni dans celui du Nord.

Mais la même situation n'existe-t-elle pas en Corée et en Allemagne ? Si la République fédérale de Bonn, après avoir attendu plus de 20 ans la réunification et un traité de paix, envoyait des unités militaires en République démocratique dans le but de réunifier le pays, que dirait-on pas contre les revanchards ? Avec raison. Et l'URSS interviendrait militairement comme les Américains l'on fait au Vietnam...

D'autre part, le gouvernement russe sait parfaitement que Hanoi, dans l'affaire du Vietnam n'est qu'un instrument de la Chine communiste et que les décisions de Hanoi sont celles de Pékin. En affirmant que l'URSS fera ce que Hanoi décidera, Kossyguine se met complètement à la remorque de Pékin et de sa politique belliqueuse. Il eût été plus juste de dire : « Tant que la Chine s'oppose à la convocation de la Conférence de Genève et à toute négociation de paix, Moscou se tiendra à l'heure de Pékin et ne prendra aucune initiative propre. »

Il n'est peut-être pas désagréable à l'URSS de voir la Chine engagée dans le Sud-Est de l'Asie, en proie à des difficultés intérieures croissantes provoquée par sa politique aventureuse. Tant que dure la guerre du Vietnam, la Chine ne peut songer à la Sibérie orientale et le gouvernement soviétique est tranquille dans cette région revendiquée par Pékin.

Le gouvernement russe si respectueux des décisions de Hanoi a pourtant donné d'autres preuves de son profond mépris pour l'opinion et la volonté d'autres peuples.

Sans remonter à l'affaire géorgienne et à la liquidation des partis communistes de Roumanie et de Pologne, le pacte Hitler-Stal-

ne a-t-il décidé par le Parti communiste allemand ou contre lui ? Staline n'a même pas exigé la libération de son fidèle ami Thälmann lors de sa conclusion. L'invasion des Etats baltes, l'annexion de la Bessarabie et de la Bukovine, l'intervention militaire en Hongrie contre le gouvernement communiste d'Imre Nagy, l'exclusion de Tito et des communistes yougoslaves du Cominform et les multiples provocations militaires aux frontières de Yougoslavie qui ont suivi... et j'en passe. Tout cela démontre que le gouvernement soviétique, quand ses intérêts sont en jeu sait fort bien intervenir.

Derrière la passivité de Moscou, il y a l'intérêt de voir deux grands rivaux de l'URSS, la Chine et les Etats-Unis s'affronter et se menacer, dépenser des milliards pour une guerre de destruction sans issue, une guerre d'épuisement, qui jette le trouble politique en Chine comme aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne et qui dresse contre l'agression américaine un nombre croissant de peuples et de gens qui ont horreur de la guerre.

Situation idéale pour ceux qui aiment pêcher en eaux troubles. La guerre continuera donc, l'escalade s'aggravera, s'étendra peut-être puisque le gouvernement soviétique refuse de convoquer avec la Grande-Bretagne la conférence qui mettrait fin aux combats par un armistice et des négociations. C'est pourtant par là qu'il faudra passer à moins que l'humanité ne préfère le suicide nucléaire qui n'est peut-être pas si éloigné qu'on ne croit.

Jules HUMBERT-DROZ.

DE FRANCFORT

Acto con motivo del trigésimo aniversario de la sublevación franquista

Los sindicatos del D.G.B. organizaron con ocasión del 18 de julio un acto de conmemoración en la Casa sindical, al cual asistieron ante todo afiliados de la UGT y de la CNT. Los comunistas quisieron sabotear esta manifestación repartiendo invitaciones para otra fecha y otro lugar, y hasta robando de la Casa sindical las octavillas preparadas por el D.G.B. Presidió el acto el compañero R. Michen, secretario de organización de la local del D.G.B. en Francfort, haciendo uso de la palabra a continuación el diputado por Francfort, Matthöfer, E. Gironella, de Bruselas, y como ex oficial del Ejército republicano en la guerra civil Rodolfo Reventlow, de Munich. Los tres oradores fueron favorablemente acogidos por los sindicalistas españoles reunidos.

El diputado Matthöfer, asegurando a los españoles de la solidaridad del sindicalismo alemán, pidió que no se admita a la España de Franco en la organización del Mercado Común. Gironella hizo un cuadro de la situación actual en España, del cambio de estructura del país, de su impropio estructura política con su Parlamento fantasma, advirtiendo a los españoles, particularmente a los jóvenes, de no caer en las trampas que intenta el régimen para crear apariencias que no corresponden a la realidad política. Reventlow explicó las razones que indujeron a los extranjeros, enemigos del fascismo que estaba ya dominando media Europa, unirse a la lucha del pueblo español por sus libertades, no buscando aventuras, sino por un sentido del deber de luchar en aquel entonces en las últimas barricadas de la libertad que quedaban en Europa, subrayando las grandes tareas que incumben hoy día a los trabajadores españoles para recuperar sus libertades fundamentales, lucha en la cual los que hace treinta años estaban con ellos hoy otra vez se encuentran a su lado por los lazos que unen los sindicalistas alemanes y españoles, por los lazos de la Confederación Internacional de Organizaciones Sindicales Libres.

A. de la ROSA

Comité de Redaction de LE SOCIALISTE :

Jean PAUL-BONCOUR
Suzanne LACORE
Gérard JUILLET
Joseph BEGARRA

Administrateur :
Roger SOUTHON

IMPRIMERIE SPECIALE
28-30, Rue Sainte
MARSEILLE 1^{er}

ESPIGANDO LA PRENSA

TRAS DE ALGUN TIEMPO de duda, tenemos que reconocer que la solución al problema político español no es cosa tan fácil como creíamos. Parecía fácil cuando, por ejemplo, el señor Pemán nos hablaba de aquella dialéctica de guiños y gestos que tanto se practicaba —según él— en estos años pasados. Esto de los guiños y los gestos quería decir que, aunque aparentemente, unos estaban en esta acera y otros en la de enfrente, todos eran lo mismo, por lo cual, guiños y gestos tenían validez de diálogo amistoso. Bien se nos ha hecho ver que el señor Pemán no estaba en lo cierto, como le ha ocurrido tantas veces. No llegaba a alcanzar el señor Pemán —ni alcanza ahora— la amplitud y la profundidad del problema político que unos denominan institucional y otros constitucional.

Hasta hace muy poco tiempo nadie se preocupaba de estas cosas. Para que nadie se preocupara ahí estaba el señor Fraga Iribarne con sus servicios de prensa (léase censura) para tamizar cualquier distracción de algún periodista novato. Los periódicos repetían, una y otra vez, que no había tal problema institucional o constitucional, puesto que el "Movimiento" sucedería al "Movimiento".

Y cuando ensimismados en esta sucesión quedaban sin palabra los boquiabiertos paladines de regias posaderas sin silla (léase trono), los "servicios" del señor Fraga Iribarne y los vicetontos del señor Solís, deban aquellos gritos abracadabrantes y reglamentarios que trajeron los "veinticinco años de paz". En esos momentos —muchos momentos— es cuando el señor Pemán se inspiraba para definir, con cierta abundancia de datos históricos, aquello de los guiños y los gestos.

Pero viene esa malhadada ley de prensa. Y comienza el murmullo que tiene sus dos polos naturales: Montejurra y Estoril.

No valen contemplaciones. Para aquellos que recuerdan tristes fechas históricas, preferir un régimen republicano, es locura. Por eso hace bien el periódico monárquico en advertir a los ilusos: antes el diluvio que la República. Y a partir de ese momento, la artillería periodística —en espera de la otra— lanza proyectiles de calibre vario con el fin de asustar al presunto enemigo, que lo hay.

Y, por tanto, pensamos nosotros, la solución está al alcance de todo el mundo. El periódico "Informaciones" —aquella jaca que un diestro contrabandista adiestró tan bien —en su número del día 21-VI-66, dice lo siguiente sobre el particular:

«Es importante también la cuestión de la sucesión en la Jefatura del Estado y a ello nos hemos referido en varias ocasiones solicitando respetuosamente que sea el propio jefe del Estado quien designe a su sucesor y que también sea él quien lo presente a los españoles.»

¿Habrá solución más simple? Que el Caudillo designe y presente a los españoles su sucesor. ¿Qué gran talento el de la jaca! Nosotros, por si hace falta completar lo que "Informaciones" propone, queremos transcribir lo que un día de estos leímos en la prensa francesa:

«Su Excelencia pregunta a su nieto: Cuando seas mayor, ¿qué quieres ser? Y el nieto, que dicen que es tan listo como su abuelo, o más, responde: Caudillo como tú.»

El problema, pues, está resuelto. Cuestión de esperar unos años más. Muy pocos. Isabel II fue coronada a los trece años. Y entonces no había habido Cruzada ni Caudillo. Queremos decir que no había quien reformara las leyes de sucesión. Hoy, conque el Caudillo promulgue una de esas disposiciones providenciales que tanto abundan —para bien de los españoles, claro— quedan anuladas otras disposiciones que tomó el Movimiento un día de borra- chera.

CON TODO ESTO se nos ha venido el tiempo encima y no sabemos qué rumbo va a tomar esto de la institucionalidad o de la constitucionalidad. Por de pronto hemos leído en "ABC" un artículo del señor Ansó en el que nos describe las delicias de la Monarquía encarnada en la persona de don Juan. Pero no queremos referirnos a esto, que ya otros lo harán con más finura que nosotros. Hoy queremos referirnos a lo que dice el hermanito mayor de "ABC", es decir "Blanco y Negro".

En número que lleva fecha 16 de julio, publica una crónica relatando la sublevación —nosotros entendemos rebelión— "para los que aún no habían nacido" en 1936. Esto quiere decir que para los que ya habíamos nacido, estamos al cabo de la calle. En esta crónica nos enteramos que sólo los generales y nada más que los generales estaban en sus puestos de rebelión. Eso de escuadras falangistas, de movimiento "nacional", pura farsa según el señor Luca de Tena. Allí no había más que generales. General por aquí, general por allá. El vecindario de Madrid, como el de toda España, se preocupaba más del "Tour" de Francia en el que Berrendero escalaba los montes más altos de los Pirineos o recibía con estruendo a los aviadores filipinos Calvo y Arnáiz, o iba a ver a la Celia Gámez que triunfaba y "tenía un pleito". La vida se desenvolvía normalmente, pero la cosa... El señor Luca de Tena nos cuenta cómo él gestionó el avión inglés que tenía que transportar al general Franco desde Canarias a Marruecos. También nos dice —es decir se lo dice a los que todavía no habían nacido en aquella época— lo que hizo además. Copiemos: «El director (de "ABC"), Luis de Galinsoga, no había llegado aún. El presidente del Consejo de Administración, marqués de Luca de Tena, estaba muy lejos, metido de lleno en los hilos de la conspiración.»

Ya lo saben los que no habían nacido aún. El señor Luca de Tena es el único —José Antonio

se encontraba en la cárcel con las manos atadas, es decir, sin poder hacer nada— que "ayudó" a los generales. ¡Para que vengan ahora los Fraga y los Solís quitándole méritos y suspendiéndole su periódico! Estos de la última hora tienen más tupé que... el mismo Luca de Tena. Si lo sabrá él.

J. de RAVALET

Así preparaban la guerra civil

(Viene de la página 5)

to de Calvo Sotelo. Me explico los efectos de una propaganda que ha durado más de cuatro lustros, atribuyendo a directa responsabilidad ministerial los dos infortunados acontecimientos. Habría que suponer inbéviles a los gobernates de 1931 y a los de 1936 para deducir que no se darían cuenta de las desgraciadas repercusiones de todo orden que ambos sucesos iban a tener.

Treinta aniversario

(Viene de la página 8)

raron las ejecuciones en masa y comenzaron las parodias en los tribunales; entre tanto, no existía en España un edificio robusto con sólidos muros que no fuera un calvario para los presos que allí se encontraban esperando, en sus noches sin sueño, su hora postrera... Las ramas podridas del fiero tronco español... Y España se convirtió en una lóbrega e inmensa cárcel para sus propios hijos... **Una, Grande y Libre!**, gritaban a coro los fanáticos, y en su euforia olvidaban que España, el tronco podado, no podía vivir sin sus ramas; le faltaban las hojas, los pulmones. Por ello tuvieron que acudir a conciencias extranjeras y culpables para que a buen precio aplicaran permanentemente el balón de oxígeno.

Así hemos llegado a estos últimos años que nos presentan el espectáculo de la decadencia acelerada del régimen franquista, de los que pretendieron, y siguen

pretendiendo, ser el tronco de España; en tanto que las ramas que ellos podaron con maquiavelismo y alevosía, diciendo que estaban podridas, crecen y reverdecen rápidamente, de día en día, con ímpetu arrollador inspirado por la verdad, la honradez y la inteligencia, recibiendo la substanciosa savia del verdadero tronco que es España, la verdadera, no la que ellos cacarean.

Terminen, pues, de festejar los responsables de la sangrienta hecatombe, el 18 de julio con toques de trompetas y redobles de tambores, porque las nuevas generaciones son alérgicas al despotismo en todas sus formas. La historia de España está cambiando de capítulo. El silencio es el mejor homenaje que se puede hacer a tantísimos buenos españoles muertos en la lucha por sus ideales y en defensa de una España que ellos querían justa y democrática para todos.

LAUKUAK

Juventudes Socialistas

PARIS

Cine en castellano

El sábado día 9 de julio la J.S.E. de París organizó una velada cinematográfica en el 198, av. du Maine, París-14.

A las ocho de la noche en punto empezaron a proyectar un corto metraje. "Pour le meilleur et pour le pire", crítica a la intoxicación que en muchos casos representa la televisión. Después se nos ofreció un bonito "film" que seguramente complació muy particularmente a los melómanos y aficionados al folklore, pues esta peliucita no solamente defendía la radio, sino que demostró nuevas posibilidades en el arte cinematográfico.

A las 9, se empezaron a ver las primeras estampas a ver la criminal de Archibad de la Cruz", película del genial Buñuel. La película proyectada nos

resaltó las injusticias de esta sociedad capitalista donde la religión domina y donde las apariencias engañan. La película, hablada en español.

Hemos indicado los horarios para evocar la puntualidad que respetó el Comité. Hemos de decir que fueron muchos los sorprendidos y llegaron cuando la película estaba empezada. Pensamos que el Comité ha querido ir enseñando, hasta a los españoles, a respetar los horarios de las citas.

Bien, París. Creemos que sea una buena experiencia que deberéis renovar, ya que, a pesar de la fecha poco propicia, la sala Varlin estaba llena, y que si seguís con tanto orden se podrá prever y organizar una discusión después de la proyección para que los asistentes comenten lo que hayan oído y visto.

Creemos traducir la opinión de

los espectadores diciendo al Comité de París que esperamos pronto asistir a otra velada.

Un espectador.

P.S.O.E.

LYON

El domingo, 10 de julio, celebró Junta general la Agrupación de Lyon, bajo la presidencia del compañero Fernández y actuando de secretario el compañero Martínez.

La asamblea guardó un minuto de silencio por el fallecimiento del inolvidable compañero, antiguo, y activo militante, Clemente Verdú. Se acordó abrir una suscripción para adquirir una lápida con las iniciales del Partido y de la Unión.

Fueron aprobados la correspondencia, el estado de cuentas y el movimiento de afiliados con sus Altas y Bajas.

El Presidente dio cuenta de la reunión convocada por esta Agrupación a la que asistieron los Comités departamentales del Partido, U.G.T. y Juventudes, y el Comité local de la U.G.T. con objeto de estudiar la mayor difusión y propaganda de LE SOCIAL-

LISTE y unificar nuestra propaganda. En esta reunión se acordó centralizar todo esto en la Comisión de Prensa y Propaganda departamental, compuesta por miembros de las tres organizaciones.

También se tomaron diferentes acuerdos de tipo local y otros relaciones con las Circulares de la C.E. y del Secretariado Femenino. — V. M.

ARLES

Ponemos en conocimiento de todos los afiliados que esta Sección tendrá su reunión ordinaria el domingo, 7 de agosto, a las 9 horas 30, en el local de costumbre.

Dados los problemas que debemos tratar y resolver, es verdaderamente necesario que todos los compañeros estén presentes y que sean puntuales. — El Secretario.

SE DESEA CONOCER EL PARADERO...

De Eutimia Azorin o de sus hijos Francisco Hernández, Vicente y José, que en 1940 salieron de Saint Etienne para establecerse en Méjico.

Noticias a Soler (P.S.O.E.), rue Pavillon, 12, Marseille (France), quien las transmitirá a Encarnación Simón de la Ricamaría, que es quien pregunta.

LA FAIM DANS LE MONDE

par Serban VOINEA

La faim dans le monde, le grand problème de notre temps, vient d'être discuté dans une des institutions internationales. Le Comité d'Aide au Développement de l'O.C.D.E. a clôturé ses débats à Washington et est arrivé à la conclusion que le plus grave sujet de préoccupation mondiale reste le déficit croissant de la production alimentaire par rapport au développement démographique. La résolution adoptée à la fin de cette session demande à tous les membres de l'Organisation d'acter à l'avenir une importance plus grande à l'agriculture dans leurs programmes d'aide.

Mais en même temps, une recommandation insiste sur le fait que l'aide doit servir surtout à encourager les pays bénéficiaires à augmenter leur propre production agricole. Sans cet effort de leur part, reconnaît la recommandation, l'aide extérieure ne constituerait jamais qu'un palliatif provisoire.

On constate ainsi, une fois de plus, une contradiction profonde dans la politique d'aide aux pays sous-développés. D'une part, ils souffrent de la faim, et on doit les aider à s'alimenter; d'autre part, cette aide contribue à amoindrir leur propre effort. Au moment où les stocks de produits alimentaires étaient à leur plus haut niveau, les experts ont calculé que la répartition égale aux pays du Tiers - Monde des réserves mondiales alimentaires suffirait juste à leurs populations la valeur d'environ un bol de riz tous les 17 jours pendant une année. Un faible pourcentage d'augmentation de la productivité agricole des pays qui souffrent de la faim suffirait, par contre, à combler les déficits, mal-

gré leur développement démographique actuel.

On ne peut cesser l'envoi d'aliments, même si ceux-ci pèsent sur le développement agricole des pays bénéficiaires. Des motifs humanitaires s'y opposent, comme ils s'opposent au renforcement des mesures d'hygiène sous prétexte que ce sont celles-ci qui provoquent le déséquilibre mondial alimentaire par l'explosion démographique.

Cependant, depuis quelque temps, une nouvelle situation s'est créée. Les importantes fournitures alimentaires à l'Inde, ainsi que les achats massifs de l'U. R.S.S. et de la Chine ont provoqué une telle diminution des stocks mondiaux qu'on met déjà en doute la possibilité de pouvoir continuer, dans les prochaines années, une aide alimentaire de mêmes proportions que celles des années passées.

Cette perspective a provoqué un changement radical de la politique agricole des Etats-Unis. Après avoir jusqu'ici pratiqué une politique de restriction volontaire de leur production céréalière, ils viennent d'augmenter de 15 % (plus de trois millions ha.) leurs emblavements. Au Canada, on annonce qu'après la vente de 91 millions de quintaux de blé et de farine (livrables en trois ans) à l'Union Soviétique, même les récoltes futures sont engagées. Le Ministre de l'Agriculture des Etats-Unis a déclaré, lui aussi, que son pays ne dispose plus d'excédents de blé, mais simplement d'une réserve confortable.

Cette situation ne provoque pas

seulement la crainte d'une pénurie mondiale, mais aussi celle de complications sur le marché international. En effet, les Etats-Unis se préparent à livrer une bataille rangée aux autres producteurs excédentaires de céréales, comme la France. Celle-ci est engagée, au sein du Marché Commun, dans une politique des prix au-dessus des prix mondiaux. Quelle sera la situation le jour où les USA jeteront leurs excédents sur le marché mondial? Le problème se pose avec d'autant plus d'acuité qu'il mettrait en cause les accords réalisés à Bruxelles, et cela à la veille du « Kennedy Round ».

Ainsi, l'avenir est lourd. D'une part, possibilité de pénurie, d'autre part, celle d'une profonde perturbation des prix des céréales sur le marché mondial.

Au fond, il s'agit là d'un aspect caractéristique du monde capitaliste: d'une part, l'abondance, de l'autre la misère et la faim. Depuis bientôt 20 ans que le problème se pose à tous les pays riches et aux institutions internationales, ils ne sont toujours pas parvenus à une solution satisfaisante qui couvrirait les besoins par une plus juste répartition.

Ajoutons à cela que les solutions proposées, de part et d'autre de l'Atlantique, ne présentent aucune véritable solution du problème, car elles ne s'attaquent pas au problème lui-même — celui d'assurer le démarrage de la production agricole des pays insuffisamment développés. Rien ne peut mieux illustrer l'impossibilité de résoudre les grands problèmes de l'heure dans le cadre du système capitaliste.

On a interdit EL SOCIALISTA, nous vous rendons LE SOCIALISTE. Nous voulons simplement, en frères, vous rendre un peu des moyens que l'on vient honnêtement de vous ravir.

Georges BRUTELLE
Secrétaire général adjoint de la S. F. I. O.

LE SOCIALISTE

HEBDOMADAIRE

Se ha prohibido EL SOCIALISTA; nosotros os devolvemos LE SOCIALISTE. Queremos sencillamente restituirlos, como hermanos, algo al menos de los medios que tan vergonzosamente os acaban de quitar.

Georges BRUTELLE
Secretario general adjunto de la S. F. I. O.

Des syndicats libres dans un monde libre

Le mouvement syndical ne peut vivre sans liberté. Diminuer sa liberté signifie entraver ses activités. Il ne peut être soumis ni à un gouvernement, ni aux employeurs, ni à un parti politique. Sa liberté et son autonomie doivent être totales. Toute immixtion extérieure doit être exclue lors de la fixation de son programme social et économique et le programme et l'action qu'il défend peuvent être en opposition avec la politique du gouvernement.

Le mouvement syndical doit avoir le droit de faire triompher ses conceptions par son action. On ne peut donc imposer aucune barrière à sa lutte pour la défense des intérêts des travailleurs.

Ceci n'est évidemment possible que dans les pays dotés des institutions démocratiques, où la liberté politique est garantie à chacun. Ces derniers temps, nous constatons que tout le monde considère ces vérités comme fondamentales pour notre pays, mais que beaucoup de gens acceptent sans sourciller que l'on y déroge dans d'autres pays.

Nos conceptions et institutions démocratiques ne sont certainement pas des articles d'exportation. Elles ne doivent pas être nécessairement copiées par d'autres pays. Chaque pays, chaque peuple a ses us et coutumes, mais, à la base de toute forme de gouvernement, nous devons retrouver les principes de démocratie. Il y a peu de pays au monde avec une forme de gouvernement véritablement démocratique. Leur nombre semble même plutôt diminuer.

Si nous avons l'espoir que les pays en voie de développement suivraient notre exemple, nous devons constater aujourd'hui que beaucoup de ces pays sont victimes d'une dictature militaire. En particulier en Afrique et en Amérique du Sud. Un coup d'Etat succède à un autre coup d'Etat et leur évolution politique devient toujours plus difficile à prédire. Leur processus de développement est compliqué et entraîne des hésitations, des erreurs et des modifications dans leur politique. Nous les voyons malheureusement s'éloigner de plus en plus de la véritable démocratie.

Tout ceci se produit sans consultation de la population et encore moins des travailleurs. Les militaires n'ont pas l'habitude de se soucier des travailleurs, ce qui ne les empêche pas de prendre la parole, après un coup d'Etat, au nom du peuple et en particulier au nom des travailleurs, et de prétendre qu'ils veulent rétablir la liberté, la démocratie, les droits de l'individu et la justice sociale. Ils seront à leur tour écartés, parfois d'une manière atroce, et leurs successeurs se serviront des mêmes beaux slogans.

Il est difficile de savoir dans quelle mesure les peuples sont les dupes de toutes ces manigances, même lorsqu'un coup d'Etat s'accompagne de prétendues manifestations spontanées de la part du peuple, nous ne sommes pas encore convaincus qu'il s'agisse réellement de l'expression de la volonté populaire ni que les nouveaux « hommes forts » soient les représentants du peuple et qu'ils veuillent le servir. Nous, syndicalistes libres, nous devons en tout cas voir ces événements de manière réaliste et objective, ce que nous ne faisons pas toujours.

Nos déclarations au sujet de ces événements ne peuvent laisser de doute quant au jugement que nous émettons; elles ne peuvent pas non plus donner lieu à plusieurs interprétations. Nous ne pouvons laisser croire que la reconnaissance syndicale soit possible sous une dictature militaire. Le syndicalisme ne sera reconnu ou ne pourra subsister dans ces pays que s'il s'identifie à cette dictature ou lui sert de soutien. Le mouvement syndical devra

couvrir tous les actes d'un tel gouvernement et les défendre auprès des travailleurs. Un mouvement syndical qui est prêt à se charger d'une telle besogne doit finalement perdre la confiance des travailleurs. Est-il possible, par exemple, qu'un mouvement syndical applaude à l'extermination de dizaines de milliers de citoyens parce qu'un gouvernement les considère comme trop révolutionnaires ou sujets à caution? Est-ce sur un bilan aussi triste et aussi effrayant que l'on peut construire la liberté?

Un régime politique qui s'installe ou se maintient à la suite d'un bain de sang est condamné à poursuivre sur cette voie et ne peut jamais se permettre de donner les libertés politiques.

Pour croire qu'une dictature militaire peut tolérer un mouvement syndical libre, nous devons être très naïfs. Notre mouvement syndical libre ne peut songer un seul instant à fournir sa collaboration à des dictatures militaires, pas plus qu'il ne peut espérer obtenir l'émancipation de la classe ouvrière en s'appuyant sur un tel régime. Le rêve pourrait encore être plus décevant. C'est la raison pour laquelle nous croyons que ceux qui se montrent pleins d'indulgence dans les jugements qu'ils portent sur certains événements politiques se produisant dans les pays en voie de développement, feraient bien de ne pas se prononcer trop vite. Le temps et les événements pourraient les dégriser rapidement. Le moment où la vérité éclatera en plein jour ne se fera pas attendre. Ils reconnaîtront alors, avec nous, qu'une dictature ne sert jamais les intérêts des travailleurs, ni le mouvement syndical.

Un mouvement syndical libre n'est possible que dans un pays libre!

Nath. de BOCK.

Carta de Bilbao

Treinta aniversario

DESDE QUE LOS militares perjurios, jefes del "Movimiento Nacional", lanzaron las tropas de moros con escapulario, la Legión Extranjera, las divisiones de fascistas italianos y de nazis alemanes contra los ejércitos bisoños e improvisados de la joven República española, han transcurrido treinta años. Sin embargo, en España se sigue festejando el 18 de julio con aparatosas manifestaciones militares y cívicas. Nosotros, los socialistas, repetimos invariablemente, lanzando nuestra voz a los cuatro vientos, que hay que terminar con ese espectáculo abyecto que refleja un estado de espíritu agresivo, de malsana negación a todo sentimiento humanista y que sigue siendo una de las secuelas más odiosas de la guerra civil.

Hay que olvidar las querellas de una generación que va desapareciendo, dejando paso a otra que nada tuvo que ver con tanta desdicha y que tiene la posibilidad venturosa de poder mirar hacia el futuro a través de un prisma limpio de sangre, de odios y de rencores. Hay que tratar de olvidar tanta amargura, ser realistas positivos y dar paso a la razón y a la conciencia para que España renazca de nuevo, barriendo las sangrientas nieblas de su próximo pasado, para remozarse en el porvenir sonriente que le ofrece la perspectiva de hacerse una gran democracia. No olvidemos que si para los jóvenes de hoy el futuro es prometedor, también es una verdad muy grande, y muy triste, de pensar que los españoles hemos necesitado cuatro sangrientas guerras civiles para llegar a la conclusión absurda de su inutilidad. La última de estas crisis de bar-

barie, la mal denominada "Santa Cruzada", ha inmolado diez veces más españoles que las otras tres guerras juntas, costando al infortunado pueblo español inmensos mares de sangre y torrentes de lágrimas.

Hoy los supervivientes que provocaron esta catástrofe inaudita, a pesar de que han progresado un poco "civilmente" merced a la propia e increíble enormidad de sus errores, continúan festejando esta nefasta fecha con el firme propósito de seguir justificando, ante su propia conciencia, la terrible infamia cometida. Por eso, en lugar de olvidar, pretenden mantener, en lo que cabe, el espíritu de victoria sobre la República española. Nosotros, aun cuando seguimos con el inalterable propósito de fomentar una amplia tolerancia y la concordia nacional, no tenemos más remedio que poner en evidencia actitudes perniciosas que deben terminar para siempre.

Por un lado, los carlistas siguen confirmando que ellos nunca se avergonzarán ni renegarán de haber hecho un 18 de julio y apelan al tribunal de la Historia y al de Dios para reivindicar aquella "pureza de ideales" que les empujó a salir al campo de batalla, donde los Tercios de Requetés se batieron con "acrisolada lealtad" en la tarea de rescatar a España de las garras del "comunismo"...

Por otra parte, el Caudillo ha dicho en múltiples ocasiones, y falangistas y panaguados se han pavoneado mil veces repitiéndolo, que la lucha que se inició el 18 de julio de 1936 no fue una guerra civil, sino de España contra la anti-España, del bien contra el mal, y que lo que ellos hicieron fue podar al fiero tronco espa-

ñol sus podridas ramas. Naturalmente, el tronco se lo atribuyeron ellos y las ramas podridas eran todo cuanto se les opuso, con bravura y con honra, a sus sangrientos designios. Así hablan y así siguen hablando cuantos celebran este villano aniversario, es decir, las autoridades del régimen franquista y los que de él se aprovechan. Estos no quieren admitir que desde hace muchísimo tiempo reinan sobre una España arruinada y embotada para todas las formas del progreso completamente al margen del concierto mundial, que no se les tiene en cuenta por el extranjero nada más que para sacar buen provecho de su infame actitud que tanto perjuicio causa a España, vendiendo a trozos la soberanía nacional a todos aquellos que les proporcionan divisas para poder mantener el enorme aparato represivo que les protege. Es, pues, conveniente que sepan las nuevas generaciones que frente a tanta ignominia está la honra de quienes lucharon contra ellos. Que frente a todo eso están quienes en España luchan valientemente arrojando con indecible bravura toda clase de peligros y sufren su represión, quienes fuera de España, con su trabajo, honran a la patria en los talleres, en las fábricas, en las minas, en los campos y hasta en las cátedras de las Universidades donde mantienen en alto la cultura y la inteligencia. Está un pueblo que perdió una guerra bárbara e injusta, pero que sabe, y considera con emoción, la gran tarea de reconstrucción que le espera en el futuro inmediato, y a la cual se dedicará arduamente, reteniendo la lección recibida.

Están, sobre todo, los muertos, los muertos que cayeron en España víctimas de la traición y de la crueldad, y que han caído y siguen cayendo en tierras lejanas, hospitalarias, cierto, pero al fin y al cabo tierras de exilio. Para Franco y sus fantoques todos estos muertos no son españoles sino ramas podridas del fiero tronco español.

Muchos de los que han defendido la dictadura del Caudillo como mal menor van saliendo de su ceguera, pero aún abundan los que por necesidad, por miedo o simplemente por egoísmo se aferran a un absurdo dilema: O se sostiene al régimen franquista o se cae irremediabilmente en el comunismo. El error que sufren es tan manifiesto que parecen ignorar que con la desaparición de Franco se acaba el régimen actual, y todos sabemos que tiene para muy poco tiempo. En cuanto a la segunda parte del dilema, parecen también olvidar que Franco siempre se ha jactado de haber estirpado, completamente, toda raíz comunista...

Entre tanto, el péndulo del tiempo, con sus oscilaciones isocronas, ha ido desgarrando invariablemente, segundo tras segundo, los treinta años transcurridos desde ese aciago día, dejando al descubierto, paulatinamente, la realidad desnuda de la "Santa Cruzada": Un imperio de desalmados sedientos de sangre republicana, donde el crimen suplantó a la justicia, y a los Derechos del Hombre los pelotones de ejecución... Y mataron hasta la saciedad en los patios de las cárceles, junto a las tapias de los cementerios y en las mismas plazas públicas; cayeron cientos de miles de trabajadores honrados cuyo delito fue el de aspirar a ser libres y democratas... las ramas podridas decían, y dicen, los insensatos.

Hartos de tanta monstruosidad, sumergidos por el océano de sangre que cubría la más mínima parcela del territorio español, pa-

Apoyos laboristas a socialistas españoles del exilio

El diario católico madrileño «Ya» ha publicado el 12 de julio una crónica de su corresponsal en Londres, cuyos gruesos titulares decían así: «Apoyos laboristas a socialistas españoles del Exilio. El liberal «The Guardian» da la noticia». Y en dicha crónica puede leerse lo siguiente:

«Relaciones cordiales han sido establecidas entre el Partido Laborista británico y el Partido Socialista Obrero Español con cuartel general en Toulouse. Tal afirma hoy «The Guardian». La ayuda de partidos socialistas europeos a fuerzas en España había sido prevista en una reunión celebrada en Barcelona en abril último, con asistencia de Gwyn Morgan, jefe del departamento internacional del Partido Laborista y secretario del fondo de ayuda y defensa de los demócratas españoles. La cooperación fue entonces delineada a expensas del Partido Socialista español, considerado como «desconectado» a causa de su exilio prolongado durante un cuarto de siglo largo. Recientes negociaciones en Toulouse entre representantes del PSOE y del laborista «han cicatrizado, sin embargo, la brecha», según el diario liberal de Londres cree saber. No se antoja muy descabellado suponer que acaso Gwyn Morgan haya estado en Toulouse.

«Se consideran confirmados, en los informes de «The Guardian», los intentos de partidos comunistas de la Europa oriental de incitar al PSOE a una alianza de tipo «frente popular» en España: sugestión menospreciada, al decir de «The Guardian» por los socialistas españoles.

Como se ve, el «Guardian» y no digamos el «Ya», se interesan grandemente por todo lo que se refiere al P.S.O.E. Hacen bien. Lo que ya no hacen tan bien, es informar a sus lectores de la forma como lo hacen.

No parece sino que sea una novedad el que existan «relaciones cordiales» entre el Labour y el P.S.O.E. Han existido siempre y no se han deteriorado nunca. Y en cuanto a los apoyos —por pudor no hablan de «ayudas»— son ahora los mismos de siempre. La escandalosa información que dio el «Guardian» el 26 de abril, según la cual los partidos socialistas escandinavos,

la socialdemocracia alemana y el Labour, habían decidido ayudar a los socialistas que residen en España en detrimento de la ayuda que venían prestando a los «socialistas de Toulouse», a su debido tiempo todos y cada uno de los Partidos socialistas aludidos declararon que era una falsedad. Todo ello ha sido recogido en estas mismas columnas, por lo que no insistimos en ello. Pero podemos afirmar que conocemos a los individuos que proporcionaron esa estúpida información —tomando sus deseos por realidades—, al cronista del «Guardian». Como conocemos sobradamente a la pareja de saltinbanquis que quisieron explotar en Madrid esa y otras fechorías por el estilo para justificarse ante sus amos. La clandestinidad se presta a ese género de bajas operaciones.

Pero de la crónica informativa del corresponsal de «Ya» en Londres, lo más significativo es el interés que pone en anunciar «los intentos de partidos comunistas de la Europa oriental de incitar al P.S.O.E. a una alianza de tipo «frente popular» en España: sugestión menospreciada, al decir de «The Guardian», por los socialistas españoles».

Por la forma como eso se dice, y diciéndolo inmediatamente después de afirmar que se ha «restablecido» la cordialidad de relaciones entre el Labour y el PSOE, con sus correspondientes «apoyos», los maliciosos —que no faltan— podrían pensar que lo uno era consecuencia de lo otro. Quienes así piensen, ignoran totalmente lo que es el P.S.O.E. El Partido Socialista Obrero Español se determina en todo momento por sí mismo. No obedece otra voluntad que la de sus afiliados, expresada democráticamente en sus Congresos y en sus organismos directivos. Y en cuanto a ese tópico vulgar ya archigastado de que «los socialistas de Toulouse» están desconectados de España y de sus compañeros residentes en España, quienes tal dicen, mienten. Y, además, mienten a sabiendas de que mienten. Pero si el mentir les produce pequeñas satisfacciones más o menos substanciales, pueden continuar. Harán el ridículo una vez más.

R.

(Pasa a la página 7)